

Juin 2017

Sociétés francophones dans le monde de 2050: une génération de développement humain soutenable et l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie

RAPPORT POUR LA CHAMBRE DES DEPUTES DU GRAND DUCHE DE LUXEMBOURG

Université du Luxembourg

Pr. Dr. Louis Chauvel avec Dr Anne Hartung, Dr Eyal Bar-Haim et Mme Sabine Demazy



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



UNIVERSITÉ DU
LUXEMBOURG

Avertissement :

Les points de vue et les opinions exprimés dans ce rapport sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique ou la position officielle de la CHD.

Ce rapport a néanmoins grandement bénéficié des échanges avec la CHD, nous aimerions remercier Monsieur le Président Mars Di Bartolomeo pour sa disponibilité et ses commentaires constructifs et en particulier le Dr Laurent Scheeck qui a grandement contribué à l'articulation entre notre travail d'expertise démographique et socioéconomique avec les besoins de connaissance de l'APF.

Sociétés francophones dans le monde de 2050 : une génération de développement humain soutenable et l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

RAPPORT POUR LA CHAMBRE DES DEPUTES DU GRAND DUCHE DE LUXEMBOURG

Résumé exécutif

Ce rapport est consacré à une question cruciale pour la Francophonie : le développement démographique, socioéconomique et humain comparé à l'horizon 2050 des sociétés francophones – ces pays membres ou non de l'APF où la langue française joue un rôle important dans l'échange d'idées au quotidien. Il s'agit ici tout à la fois d'un bilan de ce développement depuis 1980 et d'une prospective à l'horizon de 2050.

Nous soulignons le renouveau mondial de la francophonie au cours du XXI^e siècle, en particulier dans le contexte de sociétés multilingues. Après des décennies de stagnation en proportion de la population mondiale, les pays francophones et la francophonie pourraient émerger comme troisième ère linguistique après l'Anglais et le Chinois, avec une présence sur l'ensemble des continents.

Au travers d'un bilan dynamique des sociétés francophones, un ensemble de défis sont mis en évidence : la comparaison met en lumière les risques démographiques, de surpopulation, de pauvreté extrême, de gradient de développement humain (éducation, santé, égalité entre femmes et hommes, etc.). La génération qui vient pourrait voir une amplification des difficultés si nous suivons le scénario central de la prospective.

Un autre scénario, optimiste, permet d'envisager une meilleure croissance des pays les plus pauvres, une marche vers l'égalisation du développement humain, un redéveloppement harmonieux, en promouvant la richesse humaine des pays en développement. C'est le message du philosophe Hans Jonas : en nous conformant au devoir d'améliorer le sort des générations suivantes, en investissant en elle, nous nous enrichissons ensemble.

Sur cette voie, la pratique d'une francophonie multilingue – où le français est une langue officielle parmi d'autres – semble offrir aux pays qui la connaissent un surcroît de ressources de développement, en accroissant les canaux de la communication en interne et avec les autres pays.

Sommaire

Introduction : Perspectives du développement humain : le monde est-il soutenable ? ...	8
Partie I : Retour de la francophonie dans un monde multilingue	12
La Francophonie est de retour au XXIe siècle.....	12
Une présence globale sur l'Internet	16
Les bénéfices de la Francophonie multilingue.....	17
Partie II : Le bilan d'une génération de transformations démosocioéconomiques	21
L'expansion de la population francophone : le Sud devient prépondérant	21
Les fondements démographiques dans le monde et en Francophonie	23
Les enjeux de la démographie pour l'économie et les Objectifs de Développement Durable (ODD)	28
Les transformations des inégalités de revenu infranational	34
Inégalités de genre	37
En conclusion de la Partie II : Santé, éducation, revenu au prisme de la démographie	40
Complément à la Partie II : Les inégalités de ressources & le développement humain	42
Partie III : Quelles perspectives ? Le monde qui vient	46
Le revenu	50
L'espérance de vie	51
Le niveau d'éducation.....	52
En conclusion de la Partie III : d'un monde inégal à un monde développé	55
Conclusions générales	56
Références.....	59
Annexes.....	63

Table des graphiques

Graphique 1 : Pourcentage de la population mondiale vivant dans un pays APF.....	12
Graphique 2 : Pourcentage de la population mondiale selon la première langue officielle du pays de résidence.....	15
Graphique 3 : Présence francophone (pourcentage tweets émis en français dans le pays)	16
Graphique 4 : Niveau de vie moyen par habitant en dollar-US - monde entier.....	18
Graphique 5 : Niveau de vie moyen par habitant en dollar-US – Afrique subsaharienne et médiane	18
Graphique 6 : Taux de fécondité (nombre de naissances pour 1000 femmes d’âge fécond)	19
Graphique 7 : Pyramides des âges comparées des populations des sociétés francophones (en rouge brique) et non-francophones (en bleu), 1950-2050	22
Graphique 8 : Localisation géographique des habitants de pays francophones.....	23
Graphique 9 : Taux de fécondité (naissances pour 1000 femmes en âge de procréer) de six groupes écolinguistiques.....	24
Graphique 10 : Taux de mortalité de six groupes écolinguistiques.....	26
Graphique 11 : Taux de migration net (immigration moins émigration de 1000 habitants) de six groupes écolinguistiques	27
Graphique 12 : Revenu par habitant (dollar en parité de pouvoir d’achat) de six groupes écolinguistiques.....	30

Graphique 13 : Patrimoine moyen (en milliers de dollars) en 2015.....	31
Graphique 14 : Espérance de vie à la naissance (années) de six groupes écolinguistiques	32
Graphique 15 : Accès à l'enseignement secondaire (premier graphique) et à l'enseignement supérieur (deuxième graphique) de six groupes écolinguistiques .	33
Graphique 16 : Mesure des inégalités (coefficient de Gini) de six groupes écolinguistiques.....	34
Graphique 17 : Carte des inégalités économiques (coefficient de Gini) en 2015	35
Graphique 18 : Pauvreté relative mondiale de six groupes écolinguistiques.....	36
Graphique 19 : Différences entre les sexes dans l'espérance de vie (en années) de six groupes écolinguistiques.....	38
Graphique 20 : Ratio de genre (femmes/hommes) dans l'accès à l'enseignement secondaire (premier graphique) à l'enseignement supérieur (deuxième graphique) de six groupes écolinguistiques.....	39
Graphique 21 : Taux d'homicides volontaires (par 1000 pers. échelle logarithmique) et inégalités économiques (coefficient de Gini) en 2015	41
Graphique 22 : Indice d'inégalité entre les sexes (Gender Inequality Index, GII) de six groupes écolinguistiques.....	42
Graphique 23 : Accès à l'eau : Sources d'eau potable contrôlée (% de la population ayant accès) de six groupes écolinguistiques	43
Graphique 24 : Accès à l'électricité au domicile % de six groupes écolinguistiques	44
Graphique 25 : Téléphone portable : nombre moyen d'abonnement de téléphone portable pour 100 habitants	45
Graphique 26 : Ecart entre le scénario optimiste et le scénario central en termes de pourcentage annuel de croissance entre 2015 et 2050 selon le PIB par habitant en 2015 (échelle logarithmique)	49
Graphique 27 : Le scénario optimiste et le scénario central en termes de croissance du PIB par habitant (échelle logarithmique)	50

Graphique 28 : Le scénario optimiste et le scénario central en termes de l'espérance de vie (hommes et femmes confondus).....	52
Graphique 29 : Le scénario optimiste et le scénario central en termes d'accès à un diplôme secondaire.....	53
Graphique 30 : Le scénario optimiste et le scénario central en termes d'accès à un diplôme supérieur.....	54

Table des tableaux

Tableau 1 : Classement des pays selon le statut du français comme langue officielle	17
--	----

Table des encadrés

Encadré 1 : Le modèle Tendances-Globales (TG).....	9
Encadré 2 : Francophonie : Les « sociétés francophones » dans le monde.....	13

Introduction : Perspectives du développement humain : le monde est-il soutenable ?

Notre siècle est marqué par l'expansion des diversités linguistiques, culturelles, et des identités qui y sont liées. Dans ce contexte, nous faisons face à une accélération des mutations du monde, et les pays participant à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, plus que tous les autres, en connaîtront les difficultés, mais aussi les ressources nouvelles dont il s'agira de saisir l'opportunité. L'ambition de ce rapport est d'offrir un examen nouveau des connaissances sur les transformations démographiques, socioéconomiques et le développement humain des « sociétés francophones » [voir encadré Francophonie], ces pays de la planète où le français, qu'il soit une langue officielle ou une langue vivante, seule ou le plus souvent avec d'autres, est essentielle à la vie, la formation, la discussion et l'échange des idées entre citoyens.

Ce rapport s'intéresse notamment à l'extension de l'usage du français mais plus encore aux transformations vécues par les « sociétés francophones » au cours du passé récent – depuis 1980, le temps d'une génération – mais aussi les tendances lourdes esquissées depuis des décennies et qui permettent déjà d'envisager les contours de notre avenir – à l'horizon de 2050, lorsque, en moyenne, nos propres enfants auront l'âge qui est le nôtre aujourd'hui. Evidemment, comme le disait Niels Bohr, le prix Nobel de Physique : « L'art de la prédiction est des plus difficiles, particulièrement lorsqu'il s'agit de l'avenir ». L'enjeu n'est pas ici de dire ce que seront les trente prochaines années mais de présenter ce qui aujourd'hui constitue le scénario central des transformations des pays du monde et parmi eux ce que sont les défis et les possibilités des sociétés francophones. A côté de ce scénario central, qui regroupe de façon inédite les perspectives de différents instituts internationaux d'études et de recherche en démographie ou en socioéconomie [voir encadré Modèle Tendances Globales et Annexe 1], nous proposons un scénario plus optimiste, qu'il nous faut réaliser pour éviter de grandes difficultés.

Ce rapport offre ainsi des perspectives de développement sur la longue durée de la francophonie sous ses aspects sociaux dans une perspective internationale, globale. Il est validé par un travail de recherche original, de première main, sur le développement social et humain, centraux dans ces Objectifs de Développement Durable (ODD) qu'exige un développement durable de nos sociétés et de la planète (revenu, pauvreté, inégalité, santé, éducation, bien-être, etc.). Il se focalise sur la sphère des pays francophones dont il convient de comprendre les spécificités en regard du reste du monde, tout à la fois rétrospectivement et de façon prospective.

Encadré 1 : Le modèle Tendances-Globales (TG)

Une originalité de ce rapport consiste en son support statistique : nous avons développé ici un modèle inédit de la planète, fondé sur la convergence de plusieurs bases de données rétrospectives et prospectives sur des domaines démographiques, économiques et sociaux proposées par différents organismes internationaux et centres de recherches. Plus encore, au-delà des données agrégées disponibles assemblées en une seule base, il s'agit d'en faire un modèle de simulation de données individuelles permettant de mieux comprendre la forme des inégalités mondiales.

Nous avons donc développé un modèle mondial de transformation de long terme du développement humain : le **Modèle Tendances-Globales** (TG), permettant de suivre rétrospectivement de 1980 à 2015, puis prospectivement de 2015 à 2050, l'ensemble des pays de la planète. Il est une extension du modèle « Lakner-Milanovic » (2013, 2015), le « World Panel Income Distribution (LM-WPID) ». Nous en faisons un large usage en partie III et présentons des analyses plus détaillées en annexes 3 et 4.

Ce modèle TG rassemble dans un seul modèle les principales ressources rétrospectives et prospectives disponibles à l'échelon international :

- La révision 2017 de la prospective de la population mondiale (World Population Prospects) qui offre tout à la fois les estimations officielles des populations validées par les Nations Unies et leurs projections à l'horizon de 2100 – nous nous restreignons ici à 2050 (UN 2017).
- Les Penn World Tables du développement économique et leur prolongation par le CEPPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales) dans Fouré et al. (2012).

- Les tables Barro-Lee sur le niveau d'éducation par pays et par génération jusqu'en 2010 et leur prolongation jusqu'en 2050 par Samir et al. (2010) [International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA) et Vienna Institute of Demography (VID)].
- Le « World Panel Income Distribution (LM-WPID)» pour les inégalités de revenu.
- D'une façon plus ponctuelle, et sans nécessairement approfondir sur la très longue durée, nous utilisons les données des Indicateurs mondiaux du développement (World Development Indicators, WDI) de la Banque mondiale, sur des aspects aussi divers que le taux d'homicides, l'accès à l'eau, à l'électricité, le nombre de téléphones portables par habitant.

Chaque fois que le choix s'offrait, nous avons retenu le scénario central de la prospective. Nous avons complété ces données et procédé aux imputations des données manquantes. Ce modèle est fondé sur un assemblage de prospectives réalisées parallèlement par différentes institutions internationales et centres de recherches reconnus donne un cadre cohérent d'analyse. Sur cette base, comme l'ont déjà proposé Lakner et Milanovic (2013, 2015), nous avons simulé une base de micro-données permettant de comprendre les conséquences des inégalités économiques. Dans un travail ultérieur, nous analyserons ce modèle du point de vue des générations (cohortes de naissance).

Dans une première partie, nous soulignons comment la francophonie va participer à l'extension des diversités linguistiques, culturelles, et des identités de ce siècle. Nous soulignons ainsi comment dans la génération qui vient, la langue française va bénéficier, grâce à la démographie et à la diffusion des peuples francophones, d'une dynamique renouvelée. Dans le contexte de sociétés multilingues où d'autres langues vernaculaires ou véhiculaires cohabitent, la francophonie – et avec elle les « sociétés francophones, celles où le français est une langue importante dans la vie, la diffusion et le débat des idées - pourraient émerger par sa démographie comme troisième ère linguistique après l'anglais et le chinois. Nous sommes loin de l'idée reçue selon laquelle le français s'effacerait pour rejoindre le latin et le grec au nombre des langues mortes. Cette bonne nouvelle vient avec une réalité : cela se fera dans le cadre d'un multilinguisme propice à la circulation des idées et au développement économique.

La deuxième partie souligne les défis des sociétés francophones. Peut-être plus que le défi climatique, celui de la démographie, des inégalités socioéconomiques et de

développement humain transfigureront le XXI^e siècle. Dans cette partie, fondée sur les données rétrospectives (1980-2015) du modèle que nous avons développé, nous montrons qu'il faut s'inquiéter de l'écart entre les différentes régions de la planète. Le résultat est que même si les régions les plus riches ont plutôt stagné alors que les régions moyennes ont eu de meilleures perspectives de croissance, il reste que les régions les plus pauvres dont le sort relatif a été en général plus difficile au cours des dernières décennies, ont une destinée préoccupante. Si les sociétés francophones multilingues ont connu un développement généralement meilleur, les inégalités du monde se reflètent nettement dans la francophonie. Le bilan en matière de développement humain, s'il n'est pas entièrement négatif – comme souligne le Prix Nobel d'économie Angus Deaton (2006), l'espérance de vie a augmenté aussi dans les sociétés les plus pauvres et la croissance a permis d'extirper de la pauvreté absolue des centaines de millions d'individus – il reste que les pays les plus fragiles des régions pauvres de la francophonie ont connu une croissance trop lente dans un contexte où la Chine et plus généralement les « BRICS » (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) se sont rapidement enrichis. Il en résulte un problème croissant de pauvreté relative où l'Afrique subsaharienne, notamment, est économiquement marginalisée même si elle devient démographiquement centrale. Si ce défi n'est pas propre aux sociétés francophones, la comparaison met en lumière les risques de divergence. Ce sera peut-être le défi mondial crucial de la génération qui vient.

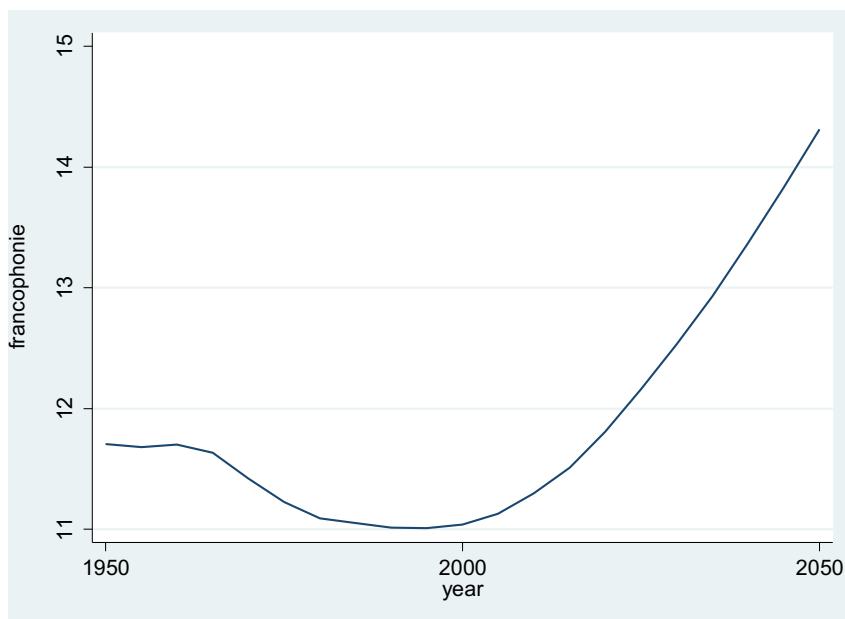
La troisième partie propose de comparer le scénario central de la génération qui vient et celui, plus optimiste, d'une croissance plus vive pour les régions pauvres, mieux partagée, et d'un redéveloppement harmonieux, fondé sur la promotion de la richesse humaine des pays en développement. Le philosophe Hans Jonas nous l'avait proposé : notre action doit avant tout prendre en compte la génération qui vient. En investissant en elle, nous nous enrichissons ensemble dans un monde marqué par une dynamique soutenable.

Partie I : Retour de la francophonie dans un monde multilingue

La Francophonie est de retour au XXI^e siècle

Commençons par une conclusion provocatrice : « French is back ». Si l'avenir est toujours incertain, il reste qu'en matière de démographie, en particulier de pyramide des âges, l'inertie des phénomènes permet de prévoir les tendances les plus lourdes. L'expansion de la population vivant dans les pays de l'APF est quasiment certaine dans le scénario central de la démographie mondiale des Nations Unies ainsi que dans notre modèle [voir encadré Modèle Tendances Globales].

Graphique 1 : Pourcentage de la population mondiale vivant dans un pays APF



Note : Les pays de l'APF représenteront plus de 14% de la population mondiale en 2050, contre 11,5% aujourd'hui. Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg, scénario central.

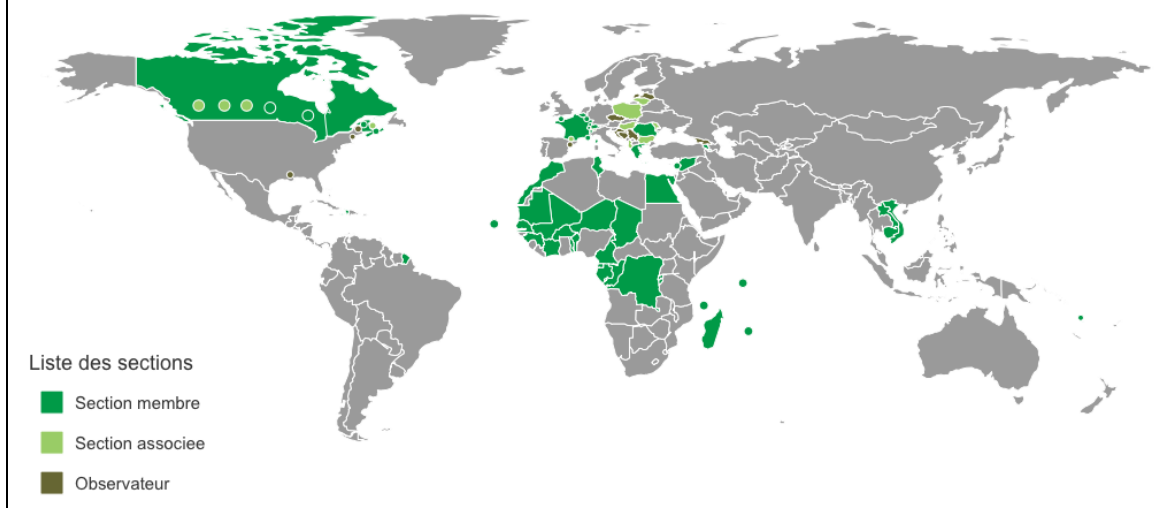
En moyenne, les pays de l'APF, comme plus généralement ceux disposant d'une grande tradition francophone, sont en forte expansion. Par conséquent, au XXI^e siècle, la francophonie connaît une dynamique nouvelle et rapide, portée par une croissance démographique supérieure à celle des autres pays (Graphique 1).

Cette tendance contraste avec l'idée reçue généralement admise d'une aire linguistique en régression. Quelle que soit la façon dont on la définit, en raison même de l'expansion démographique des pays francophones, le français aura une place croissante à l'horizon de 2050. Cela est notamment dû au développement démographique des pays francophones en Afrique.

Encadré 2 : Francophonie : Les « sociétés francophones » dans le monde

Il existe de nombreuses manières de définir la francophonie. Le fait d'être membre de l'APF est une façon commode de la définir (carte 1), ou le fait d'avoir le français comme langue officielle exclusive (monolinguisme) ou parmi d'autres (multilinguisme). Un troisième aspect, plus complexe, est celui de l'intensité et de la forme de l'usage (français comme langue d'enseignement, niveau de compétences, nombre des locuteurs, etc.) qui peut refléter l'existence d'une véritable diaspora culturelle mondiale présente sur tous les continents de la planète, comme le révèle l'utilisation du français dans les Tweets (carte 3 – voir texte).

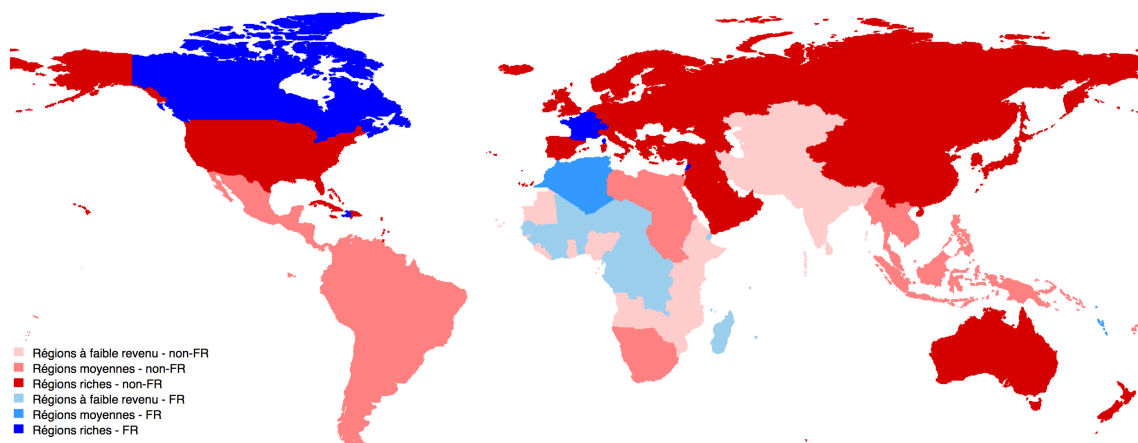
Carte 1 : Pays membres de l'APF



Note : L'Assemblée parlementaire de la Francophonie se compose de parlements et d'organisations interparlementaires partageant les valeurs de la Charte de la Francophonie. Ils se constituent en sections. Source : <http://apf.francophonie.org/-Les-membres-.html>

Il est intéressant par ailleurs de croiser langues et développement économique pour comprendre les différences de régions « écolinguistiques » (langue officielle et niveau de développement de la « Région » d'appartenance, au sens des nations unies), ce qui est utile dans une approche d'analyse et de prospective du développement humain, pour comparer dans les sociétés francophones et les autres les inégalités de développement et les rythmes de progression des différents pays en présence.

Carte 2 : Pays dont le français est une langue officielle du pays ou non, selon le niveau de développement économique de leur région-ONU (groupes écolinguistiques)

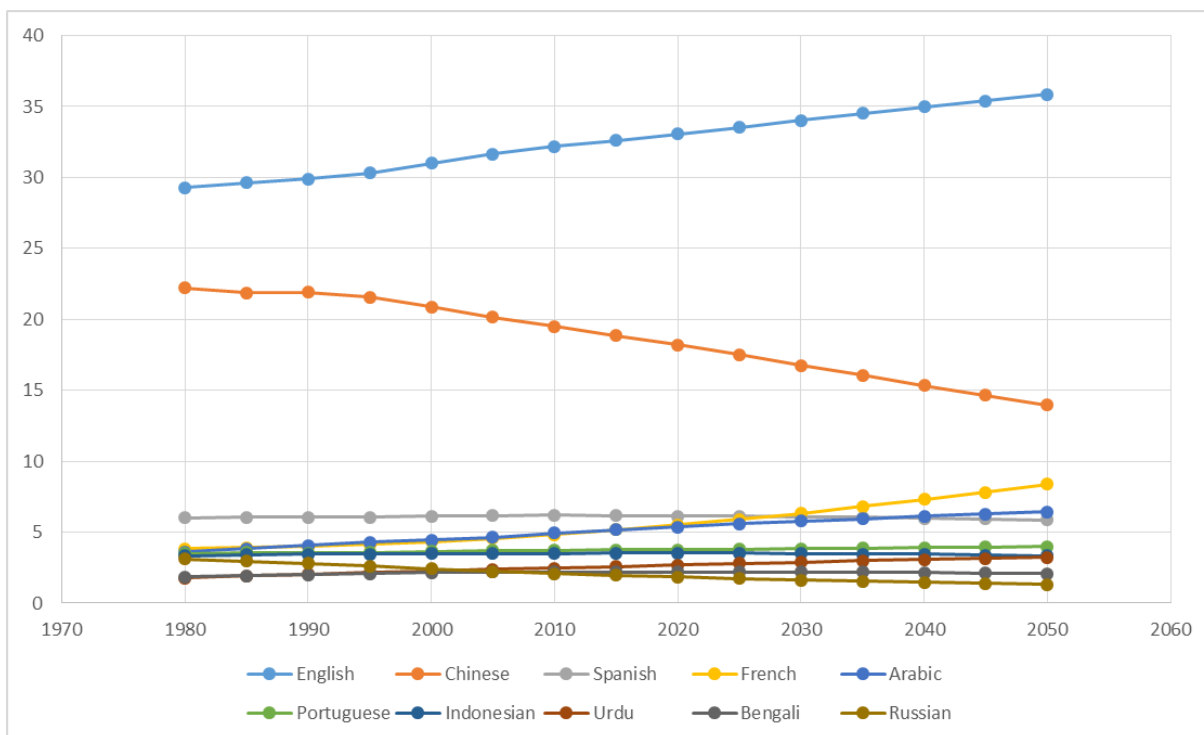


Note : Voir les tableaux A.1.5 et A.1.6 de l'Annexe 1 pour la liste des régions et des pays. Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Ces trois aspects différents peuvent conduire vers des diagnostics légèrement divergents mais nous obtenons le plus souvent des conclusions homogènes quel que soit le point de vue. Par simplicité, nous définissons ici comme « sociétés francophones » celles dont le français est une des langues officielles, ce qui représente un ensemble plus important de pays que ceux de l'APF. Nous présenterons aussi les données sous la forme d'une catégorisation écolinguistique, et nous considérerons également le multilinguisme comme ressource culturelle du pays.

La population totale des pays dont la première langue officielle est le français devrait ainsi rattraper et dépasser celles dont la première langue est l'espagnol ou l'arabe (Graphique 2). La faible démographie chinoise pourrait même laisser supposer le rattrapage de l'empire du milieu à l'horizon de 2100, mais il est difficile d'aller aussi loin.

Graphique 2 : Pourcentage de la population mondiale selon la première langue officielle du pays de résidence



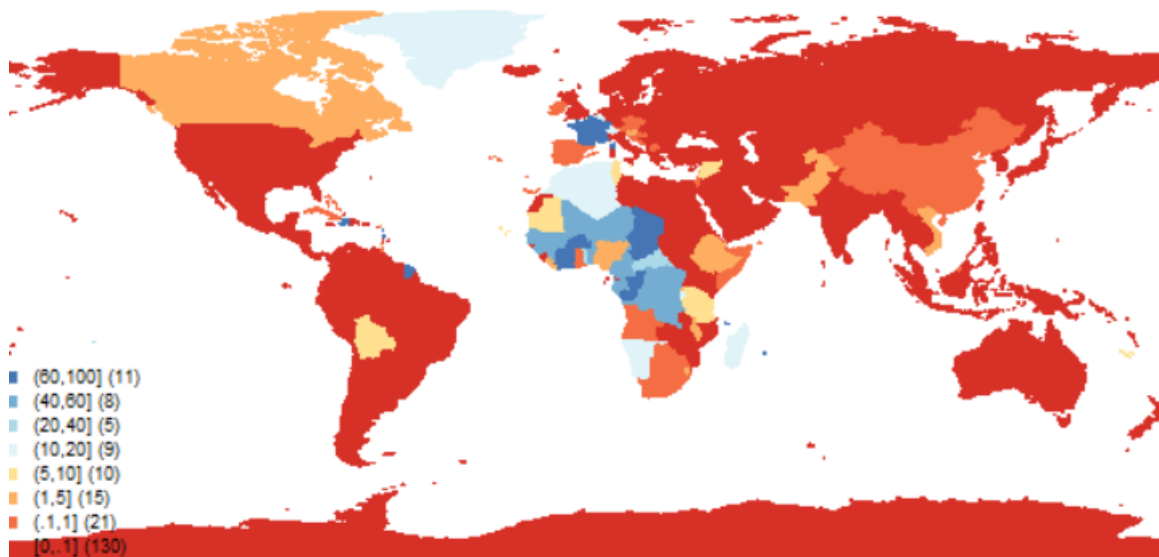
Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg, scénario central.

Une conclusion plus prudente est avant tout celle-ci : loin d'être en déclin numérique, la francophonie est en expansion. Même si elle reste modeste devant l'anglais ou le chinois, la langue française n'est pas destinée à être marginalisée.

Une présence globale sur l'Internet

Par ailleurs, l'analyse des tweets émis dans le monde (Graphique 3) permet de repérer que la présence francophone n'est pas simplement réduite aux pays traditionnellement de langue française : de nombreux pays, en orange clair ou a fortiori en bleu sur la carte, comptent respectivement plus de 5 % et 10 % de leurs tweets rédigés en français. Même dans le monde numérique, la présence du français est globale.

Graphique 3 : Présence francophone (pourcentage tweets émis en français dans le pays)



Source : Université du Luxembourg : analyse de 1 941 848 tweets émis entre le 1 et le 20 juin 2017.

Même s'il s'agit de l'aspect où la prospective est plus difficile, les migrations internationales présentes et futures vont accroître cette présence francophone sur l'ensemble de la planète. Ces courants migratoires permettront de développer le français qui devrait étendre sa présence même dans des pays de tradition anglophone. Et si ce phénomène a peu de chances de modifier l'équilibre des langues officielles des pays de la planète, l'expansion d'une diaspora francophone devrait accroître la taille des minorités faisant usage du français dans l'ensemble des pays ouverts à l'immigration. Il s'agit là d'un renouvellement considérable du statut du français dans le monde.

Les bénéfices de la Francophonie multilingue

Si le développement de la francophonie est une bonne nouvelle, la façon de la faire fonctionner dans le quotidien d'un pays est une question complexe. Par sa culture et ses habitudes mentales, le français est un enrichissement considérable, mais il peut être aussi un problème pour l'ensemble des populations dont ce n'est pas la langue maternelle.

Un élément important de la francophonie est son rapport au multilinguisme : dans certains pays, le français est la langue unique d'expression officielle (comme c'est le cas en France ou au Togo) alors que dans d'autres (en Belgique ou au Niger), le français est pratiqué en parallèle avec d'autres langues (voir Tableau 1).

Tableau 1 : Classement des pays selon le statut du français comme langue officielle

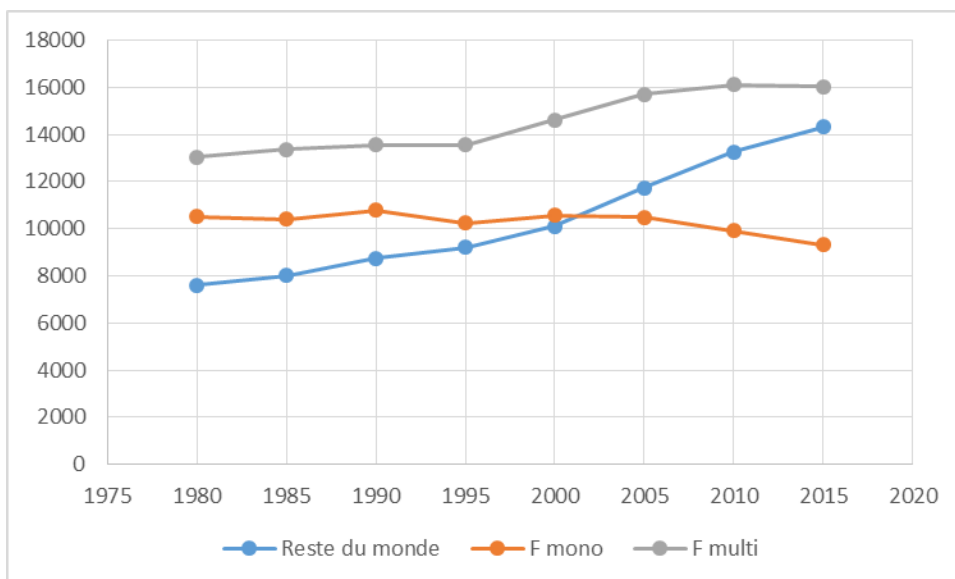
Francophonie Monolingue	Francophonie Multilingue
Bénin	Algérie
Burkina Faso	Belgique
Côte d'Ivoire	Burundi
France	Cameroun
Gabon	Canada
Guadeloupe	Comores
Guyane française	Djibouti
Îles Wallis et Futuna	Guinée Équatoriale
République de Guinée	Haïti
Madagascar	Liban
Mali	Luxembourg
Martinique	Maroc
Nouvelle Calédonie	Maurice
Polynésie française	Niger
République Centrafricaine	Rwanda
République Démocratique du Congo	Seychelles
République du Congo	Suisse
Réunion	Tchad
Sénégal	Tunisie
Saint-Pierre-et-Miquelon	Vanuatu
Togo	

Source CEPII : GeoDist Database et recherche des auteurs.

La diversité linguistique est souvent associée, en France comme aux Etats-Unis (Putnam 2007), à l'idée d'un fort clivage à l'intérieur de la nation susceptible d'être préjudiciable à l'élaboration d'un bien commun. En réalité, l'exercice du multilinguisme, s'il est un défi

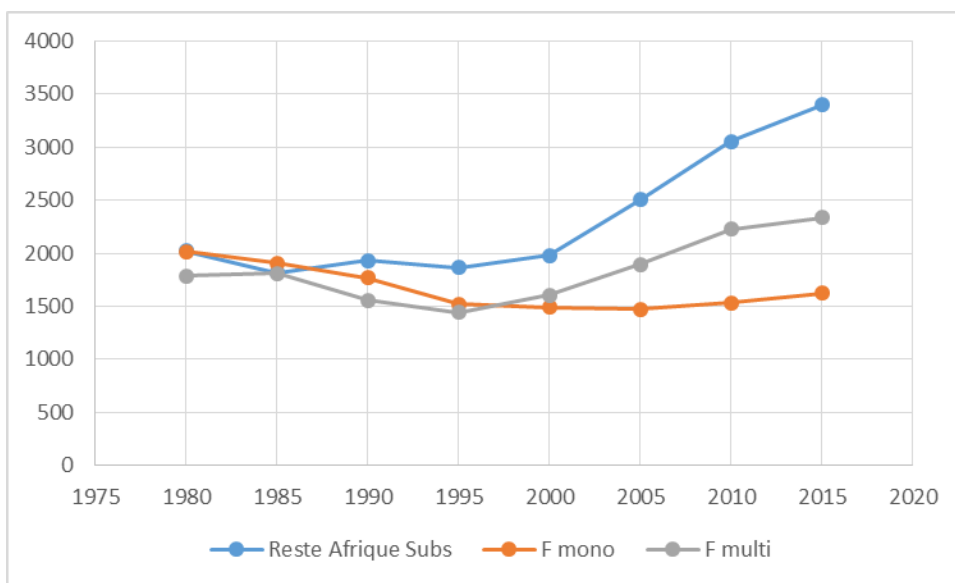
quotidien, peut contribuer à enrichir le débat social et démocratique, à relativiser les tensions, et à développer chez les interlocuteurs une approche au bout du compte moins conflictuelle que dans le cadre d'un monolinguisme imposé par l'Etat central.

Graphique 4 : Niveau de vie moyen par habitant en dollar-US - monde entier



Note : Voir le tableau A.1.3 dans l'Annexe A1 pour la liste des pays francophones mono et multilingues.
Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Graphique 5 : Niveau de vie moyen par habitant en dollar-US – Afrique subsaharienne et médiane

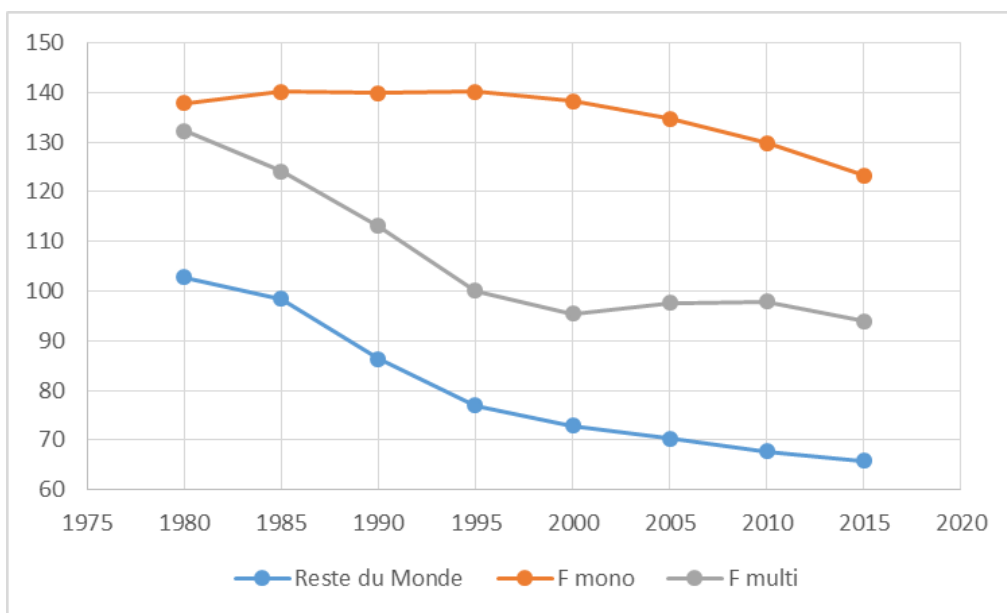


Note : Voir le tableau A.1.3 dans l'Annexe A1 pour la liste des pays francophones mono et multilingues.
Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Dans cet ensemble contrasté de pays, les nations où le français est une langue officielle parmi d'autres ont connu de meilleures performances économiques, scolaires et en termes de développement humain que celles marquées par le monolinguisme francophone. Ce résultat descriptif obtenu sur la période 1980-2015 pour l'ensemble de la population mondiale se retrouve aussi dans des analyses portant sur des aires géographiques plus précises comme l'Afrique subsaharienne et médiane [hors Afrique du nord et du sud], et se maintient au travers d'analyses plus élaborées, « toutes choses égales d'ailleurs » permettant de comparer en tenant compte des différences de développement des différents groupes de nations.

Ces différences mondiales de résultats économiques trouvent une partie de leur explication dans la démographie différentielle : les pays monolingues francophones ont connu une fécondité forte et stable dans le temps, ce qui contribue à réduire la progression de leur PIB *per capita* (Graphique 4). Par contraste, dans l'Afrique subsaharienne – sans l'Afrique du Sud – (Graphique 5), les différentiels de fécondité – dont le niveau est très similaire d'un ensemble linguistique à l'autre – n'expliquent en rien les résultats.

Graphique 6 : Taux de fécondité (nombre de naissances pour 1000 femmes d'âge fécond)



Note : Voir le tableau A.1.3 dans l'Annexe A1 pour la liste des pays francophones mono et multilingues.
Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Il est difficile de saisir les raisons de cette meilleure performance des pays multilingues : s'agit-il d'une meilleure insertion des pays multilingues dans les réseaux commerciaux internationaux, ou d'une capacité développée par le multilinguisme à mieux intégrer les différents acteurs économiques et sociaux du pays dans un jeu coopératif plus efficace. Il demeure ce constat : la francophonie pourrait gagner une influence grandissante au XXI^e siècle, par la croissance démographique et par la diaspora francophone qui devrait en résulter. Le développement du multilinguisme, loin de signifier nécessairement un affaiblissement, pourrait être le prélude d'un renouveau.

Partie II : Le bilan d'une génération de transformations démocioéconomiques

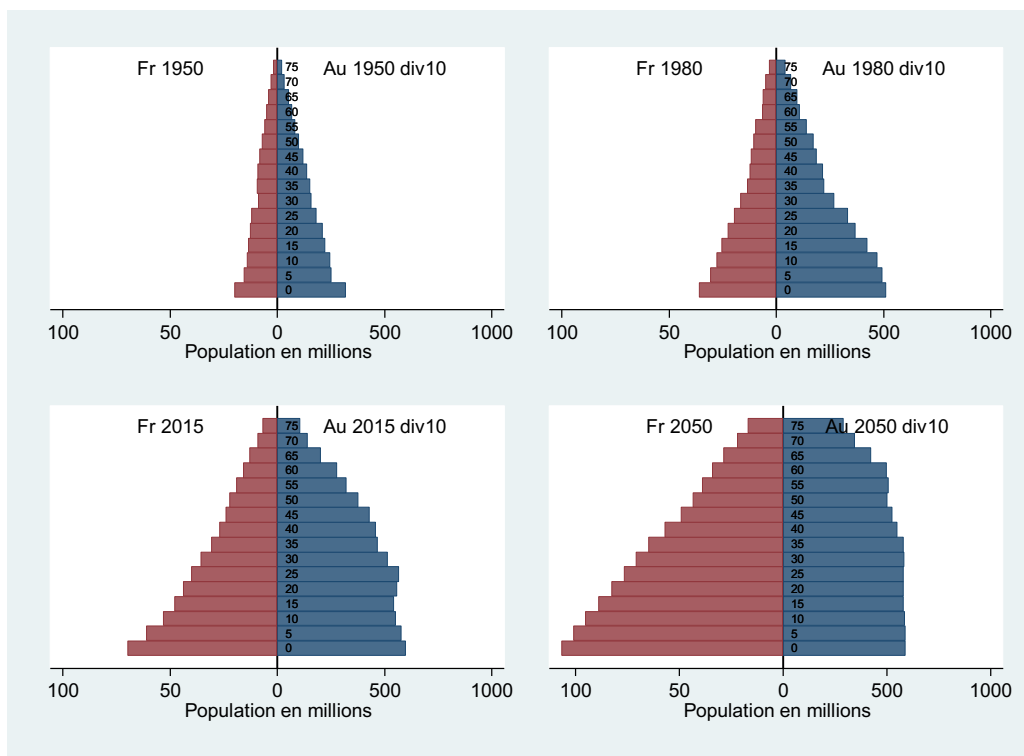
L'objectif de cette deuxième partie est de présenter les transformations socioéconomiques de 1980 à nos jours, pour comprendre les dynamiques et les tendances lourdes à l'œuvre aujourd'hui.

Nous montrons ainsi comment le monde francophone, au-delà de son succès démographique qui sous-tend le redéploiement numérique de la francophonie (partie I), représente aussi de véritables défis pour son développement socioéconomique et humain. L'expansion de la population va en effet de pair avec des difficultés et des opportunités majeures de développement.

L'expansion de la population francophone : le Sud devient prépondérant

Nous l'avons déjà signalé, d'un point de vue démographique, l'élément central caractéristique de la francophonie est son expansion considérable : à l'échelon mondial, l'expansion des pays francophones subsahariens est restée l'une des plus considérables de la planète, en permanence des années 1950 à nos jours, faisant de cette aire linguistique l'une des plus jeunes de la planète. Les prévisions de population de l'ONU montrent que, malgré les tendances de vieillissement, la francophonie devrait conserver à l'avenir, au moins jusqu'en 2050, une structure pyramidale typique des pays en développement (Graphique 7).

Graphique 7 : Pyramides des âges comparées des populations des sociétés francophones (en rouge brique) et non-francophones (en bleu), 1950-2050



Note : L'échelle des pays non-francophones est divisée par 10. Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Cette dynamique démographique s'accompagne d'une transformation considérable de la géographie des pays francophones, l'Afrique devenant ainsi le continent prépondérant de la langue française. L'intensité même des transformations suscite une pyramide des âges francophone marquée par une forte expansion : même avec un nombre relativement moindre d'enfants, et puisque chaque nouvelle génération d'adulte est bien plus nombreuse que la précédente, les parents de 2050 mettront au monde une plus large génération d'enfants. L'Afrique représente donc dès à présent une part prépondérante de la francophonie, encore croissante à l'horizon de 2050 (Graphique 8).

Graphique 8 : Localisation géographique des habitants de pays francophones



Note : Voir le tableau A.1.4 dans l'Annexe 1 pour la liste des pays francophones africains et non-africains.
Source : UN population statistics and forecasts.

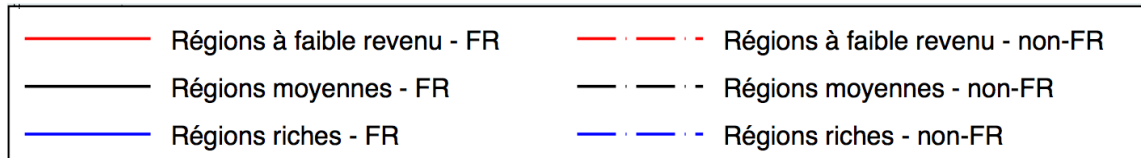
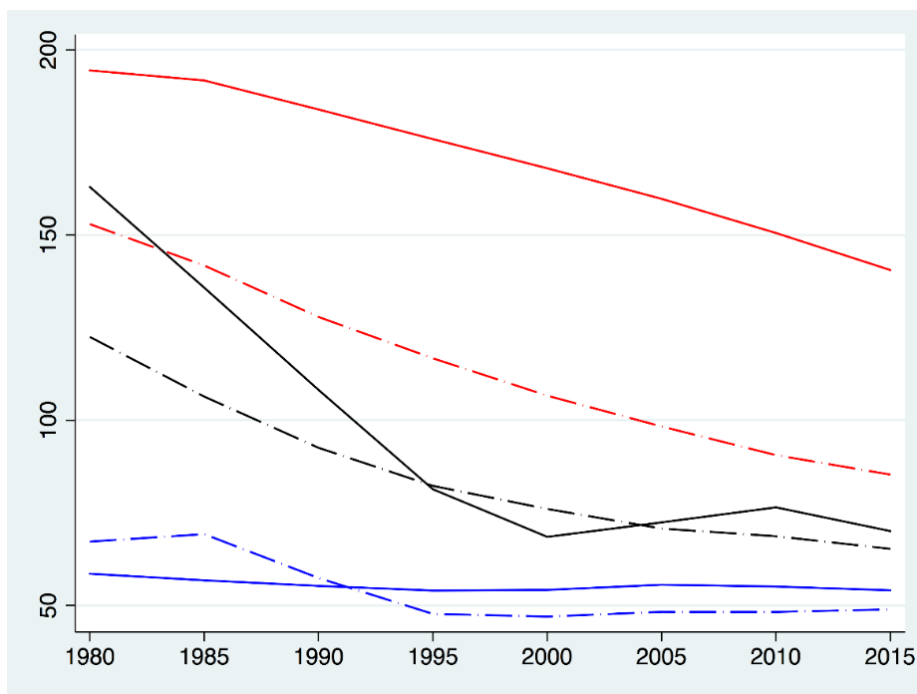
Les fondements démographiques dans le monde et en Francophonie

L'expansion de la population des pays francophones est une bonne nouvelle. Il reste que les conséquences en termes de développement socioéconomique et humain sont considérables de par leur complexité.

Fécondité

Il est historiquement reconnu que les populations en forte expansion démographique en Europe au XIXe siècle, tout comme ceux d'Afrique aujourd'hui, sont confrontés à de lourdes contraintes de partage : même si les ressources économiques sont en croissance, l'expansion de la population peut en excéder le rythme, ce qui à termes est une source de défis importants.

Graphique 9 : Taux de fécondité (naissances pour 1000 femmes en âge de procréer) de six groupes écolinguistiques



Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Le taux de fécondité a diminué à travers le monde, même dans les régions à faible revenu qui suivent le mouvement de baisse de la fécondité des régions riches. Il reste que ce mouvement, par sa lenteur, laisse apparaître un écart considérable avec les pays les plus riches. Le niveau de fécondité des régions à faible revenu est tel que leur population s'accroît de 2 à 3% par an : il leur faut donc une croissance supérieure de trois points – ce qui est considérable – à celle des autres pays pour bénéficier d'une amélioration semblable de leur niveau de vie. Une difficulté supplémentaire provient de la grande inertie des processus démographiques: il faut des années d'efforts constants pour modifier la trajectoire d'un pays. En effet, en raison de la forme de la pyramide des âges, même si la fécondité baisse, la génération de jeunes adultes continue de croître malgré tout, avec un retard d'une vingtaine d'année sur la fécondité. Il en résulte ce qu'on appelait voilà trente ans la « spirale démographique du sous-développement », le fait que toute la croissance économique est absorbée par le surcroît de population.

Il convient de souligner que ce sont les pays francophones des régions à revenu moyen qui ont connu la plus forte diminution de leur taux de fécondité, ce qui leur permet de sortir aujourd'hui de cette spirale, en convergent depuis 1995 vers des niveaux de fécondité proches des pays riches. Les pays francophones et à faible revenu continuent d'avoir des taux de fécondité les plus hauts. (Graphique 9)

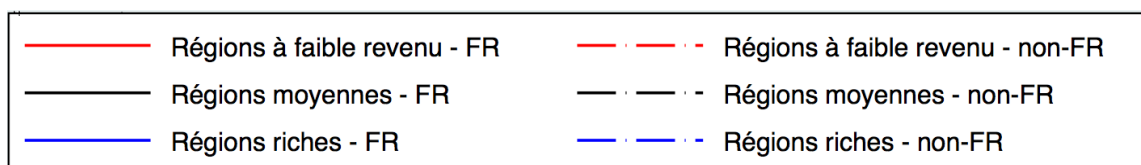
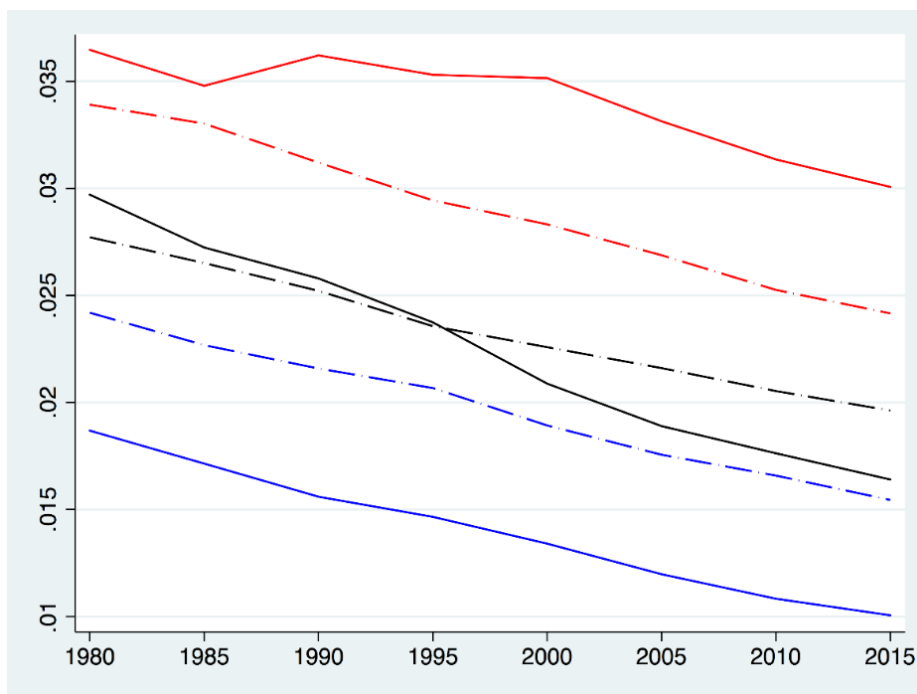
Certains pays, comme la Chine des années 1970 et suivantes, ont fait le choix d'une maîtrise (parfois autoritaire) de leur démographie, ce qui a contribué au moins partiellement à l'accélération du niveau de vie par habitant. C'est un exemple de croissance économique fondée sur une réduction planifiée des naissances dont il a résulté une amélioration des conditions de vie, mais il en résulte d'autres déséquilibres, ce dont témoigne l'inquiétude de nombreux retraités chinois quant à leur avenir dès lors que l'enfant unique est parti ailleurs. Il n'existe certainement pas de réponse univoque à ces enjeux de long terme.

Ce n'est pas nouveau, puisque de nombreux pays dits « développés » aujourd'hui ont connu des défis semblables au XIXe siècle. Il reste que l'ampleur du mouvement démographique notamment en Afrique est maintenant considérable : la population des enfants de moins de 5 ans est moitié plus nombreuse au Nigéria qu'aux Etats-Unis ; celle de la République Démocratique du Congo équivaut à celles de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de l'Italie prises ensemble. Ces transformations, qui auraient lieu de stupéfier nos parents, seront en réalité un fait de base de la vie de nos enfants. C'est un défi, à de nombreux points de vue, que nous devons considérer comme tel.

Mortalité

Les taux de mortalité mettent en évidence une tendance similaire. La baisse séculaire de la mortalité se confirme, malgré l'ensemble des défis connus par les régions les plus pauvres, qu'il s'agisse de la malnutrition, des conflits armés ou des épidémies comme le VIH/SIDA, le paludisme, la résurgence de la tuberculose, notamment. Ainsi, la mortalité diminue d'une façon parallèle dans toutes les régions écolinguistiques du monde, mais elle reste élevée dans les pays francophones à faible revenu. D'une façon inquiétante, les écarts entre régions francophones de différents niveaux de revenu est plus grande que dans les régions non-francophones : du point de vue de la mortalité, la francophonie est profondément inégalitaire. En revanche, la mortalité a diminué à un rythme plus rapide dans les pays francophones à revenu moyen qui rattrapent les pays à revenu élevé. (Graphique 10)

Graphique 10 : Taux de mortalité de six groupes écolinguistiques

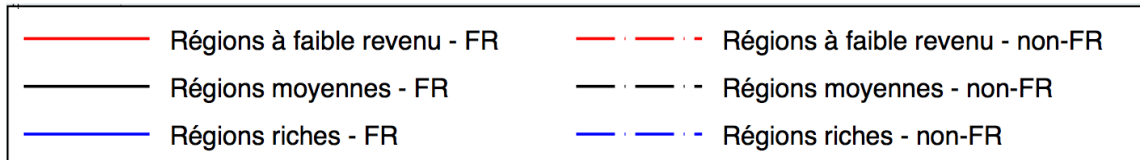
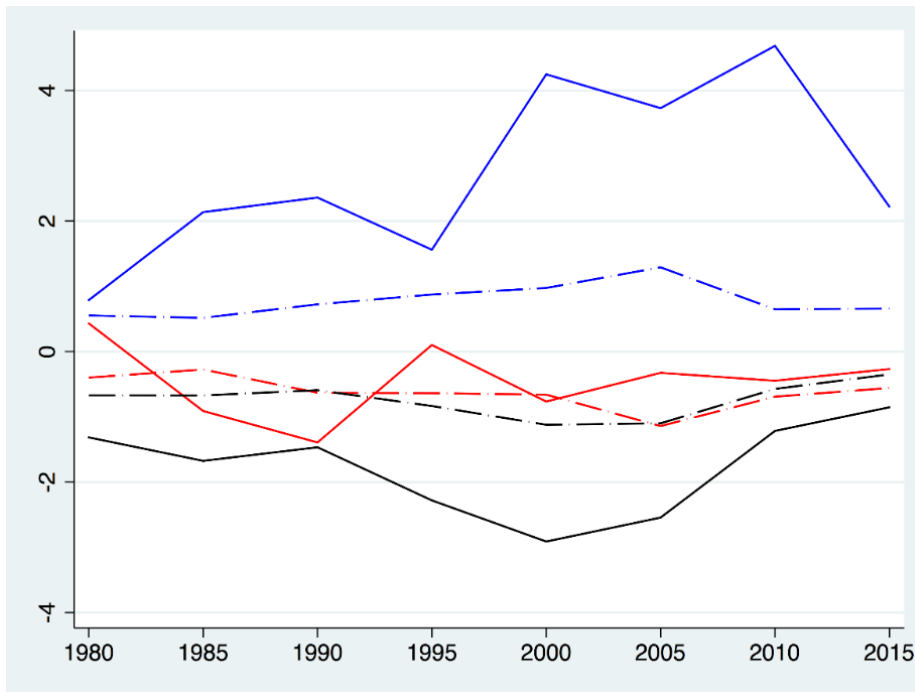


Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Migration

La troisième dimension fondamentale de la démographie est celle des migrations internationales. La comparaison des taux de migration nets montre que – comme on pouvait s’y attendre – les régions pauvres ont un taux négatif (l’émigration est plus forte que l’immigration) alors qu’il est positif pour les pays riches. Selon L’ONU les flux migratoires au niveau le plus agrégé se sont réduits dans les années récentes alors qu’il faut remonter aux années 2000 pour trouver les taux agrégés les plus élevés (Graphique 11). Une fois encore, la francophonie est en position exceptionnelle : les plus forts taux de migration se trouvent dans les pays francophones où les situations extrêmes sont les plus nombreuses. Les pays francophones se trouvent donc au centre de la question aujourd’hui cruciale des migrations.

Graphique 11 : Taux de migration net (immigration moins émigration de 1000 habitants) de six groupes écolinguistiques



Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Il résulte des constats le fait que les plus forts flux de migration ont été observés entre les pays à revenu moyen vers les pays riches, et que ces flux se sont stabilisés voire modérés depuis l'année 2000. Une forme de stabilisation durable est-elle en cours ? Il est difficile de le dire, et le constat général de la démographie est que le volet des migrations internationales est tout à la fois stratégique pour la prospective et en même temps beaucoup plus instable que tous les autres paramètres (fécondité, mortalité, etc.) dont nous disposons.

Les enjeux de la démographie pour l'économie et les Objectifs de Développement Durable (ODD)

La démographie, et le risque de surpopulation maintes fois relevé, ont de lourdes conséquences sur le développement humain considéré comme une partie intégrante des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et les Objectifs de Développement Durable (ODD). En effet, les OMD mentionnent explicitement les grands défis d'aujourd'hui: « Eliminer la pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/SIDA et d'autres maladies, préserver l'environnement, mettre en place un partenariat mondial pour le développement » sont autant d'objectifs situés au début de la liste qui compte par ailleurs tout un ensemble de critères environnementaux particulièrement menacés dans les régions les plus pauvres de la planète. Ces objectifs sont repris sous une forme similaire dans les ODD¹ (voir Annexe 2).

L'indicateur de développement humain

Une des définitions les plus habituelles du développement humain consiste à rapprocher les performances économiques (ex. le produit intérieur brut par habitant) de critères plus sociaux comme la santé (simplifiée par exemple en l'espérance de vie) et l'éducation (l'accès à l'école secondaire ou aux études supérieures). L'indicateur de développement humain (HDI) est alors une note pondérée de ces trois domaines complémentaires. Au cours de la génération passée (les années 1980-2015), l'expansion démographique des pays les plus pauvres de la planète (l'Afrique subsaharienne francophone en est un exemple parmi d'autres) est allée avec un partage parfois difficile de la croissance, des progrès de la santé et de la ressource éducative.

L'étude de ces trois dimensions du développement humain (croissance, santé, éducation) met en évidence des inégalités de développement humain à l'échelle de la planète au cours des dernières décennies. La crise économique qui a frappé en particulier les pays où la situation était déjà difficile, la crise sanitaire liée au paludisme et plus encore au

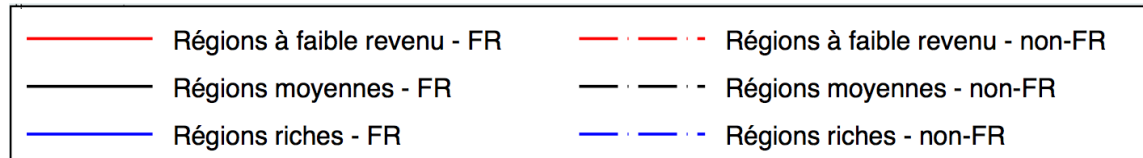
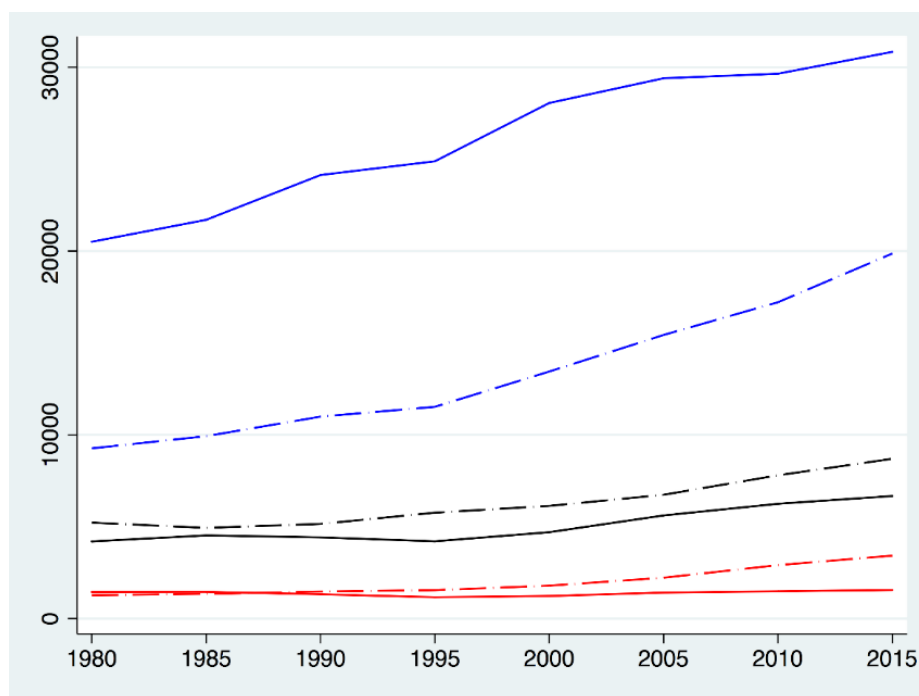
¹ « Éliminer la pauvreté et la faim, promouvoir la santé, assurer l'accès à une éducation de qualité, Parvenir à l'égalité des sexes, Garantir l'accès de tous à des services énergétiques, Promouvoir une croissance économique soutenue, Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation, Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre ».

VIH/SIDA, avec un surcroît de mortalité qui ne s'est que très récemment réduit, ont marqué une forte difficulté de développement des pays les plus pauvres, notamment dans la sphère francophone subsaharienne. D'une façon plus optimiste, le niveau scolaire de la population a connu dans les pays les plus pauvres une tendance de croissance parallèle à celle des pays plus développés, avec quelques décennies de délai, d'où un recul de l'illettrisme. Il demeure là que, globalement, les indicateurs de développement humains des plus pauvres parmi les francophones, continuent de représenter un des plus grands défis du XXI^e siècle dont cette génération devra s'occuper.

Impact sur le revenu et le patrimoine

Le premier défi de la planète vis-à-vis de la croissance démographique est le partage du revenu par habitant (Graphique 12). Les sociétés francophones sont ainsi plus inégales entre elles que la moyenne mondiale: l'écart entre les pays francophones des régions riches et les régions pauvres est extrême et tend à s'accroître. Le revenu, qui sans en représenter la totalité forme une part déterminante du développement humain, est donc un fondement de l'inégalité entre les pays francophones. Le plus inquiétant ici est la stagnation du revenu par habitant des pays francophones des régions les plus pauvres de la planète, dont l'Afrique subsaharienne.

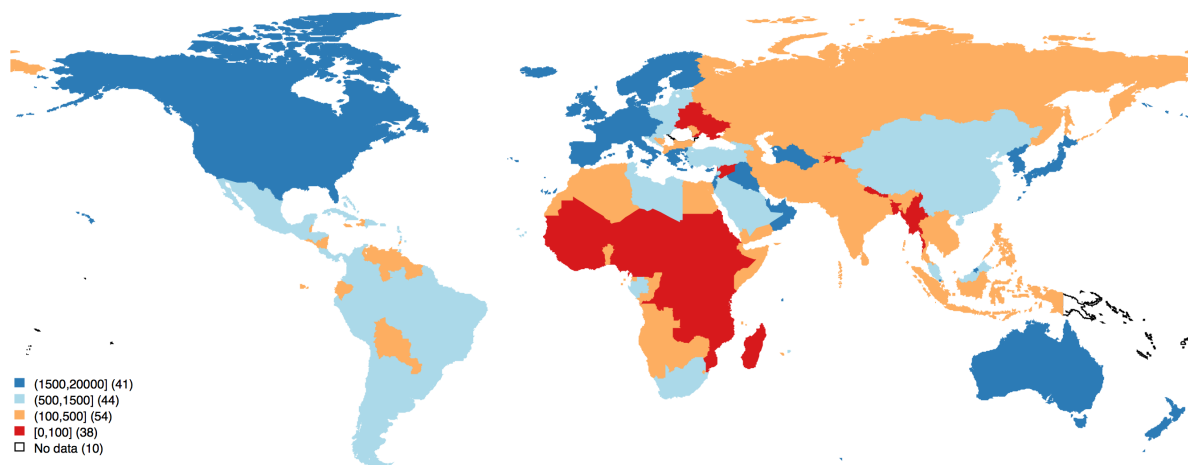
Graphique 12 : Revenu par habitant (dollar en parité de pouvoir d'achat) de six groupes écolinguistiques



Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Comme le souligne Branko Milanovic (2016), dans le résumé le plus simple de ses travaux, la première inégalité sur la planète est celle du pays de naissance. Le rapport entre le PIB moyen par habitant des pays les plus riches de la planète par celui des plus pauvres est de 200 : plus de 100 000 dollars dans un cas et 500 dans l'autre. Nous sommes très loin de l'écart de 1 à 5 entre les ouvriers et les cadres supérieurs dans les pays les plus inégaux. Ces écarts dantesques sont encore plus forts, si c'est possible, du point de vue du patrimoine, autrement dit du stock moyen de richesses accumulées par les ménages : le rapport de richesse de la Suisse à la République Démocratique du Congo est d'un à plus de mille (Graphique 13).

Graphique 13 : Patrimoine moyen (en milliers de dollars) en 2015

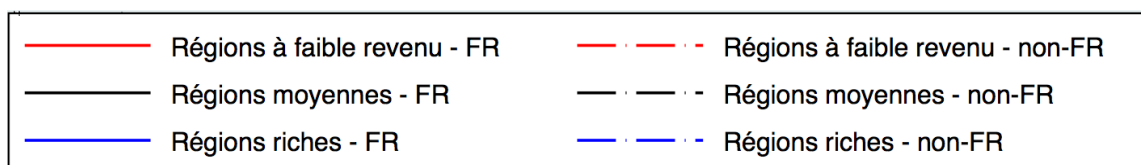
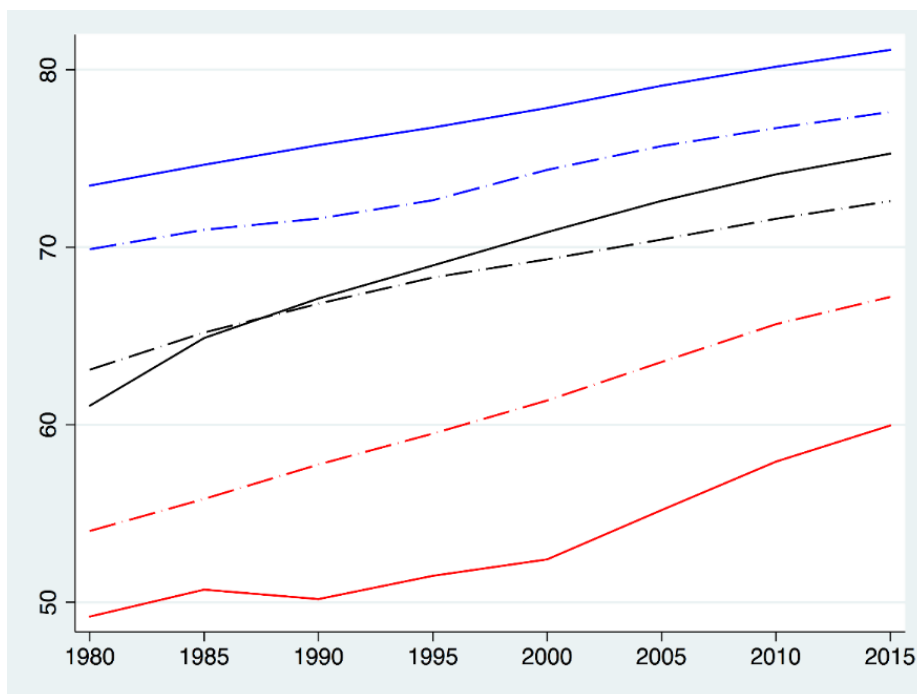


Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Impact sur la santé

La transformation des inégalités d'espérance de vie correspond aux constats portant sur le revenu par habitant. Un rattrapage général des pays les plus en difficulté est en cours depuis les dernières décennies (Graphique 14). Cette tendance, cependant, a été très modeste pour les pays francophones à faible revenu, avec un retard accumulé de 1980 à 2000, en raison notamment du HIV. Il reste que depuis un rattrapage s'est opéré : sur 35 ans, de 1980 à 2015, la différence d'espérance de vie s'est réduite de 23 à 21 ans. Les pays les plus pauvres de la francophonie ont bénéficié d'une progression excellente depuis le début du siècle. Mais le constat d'ensemble qui demeure est l'inégalité entre les pays les plus en retard et les autres : les pays de revenu moyens de la francophonie suivent avec un délai de 25 ans les tendances des régions riches, avec un écart qui s'est réduit de moitié. En revanche, les régions pauvres de la francophonie suivent les régions moyennes avec 35 ans, avec un retard qui s'est accru. Certes, l'espérance de vie augmente, mais très lentement, avec plus de deux générations de retard pour les régions plus pauvres de la francophonie sur les plus riches.

Graphique 14 : Espérance de vie à la naissance (années) de six groupes écolinguistiques

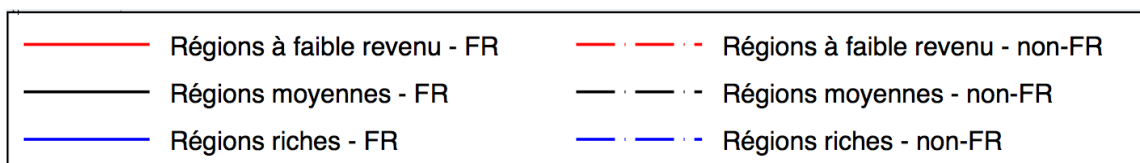
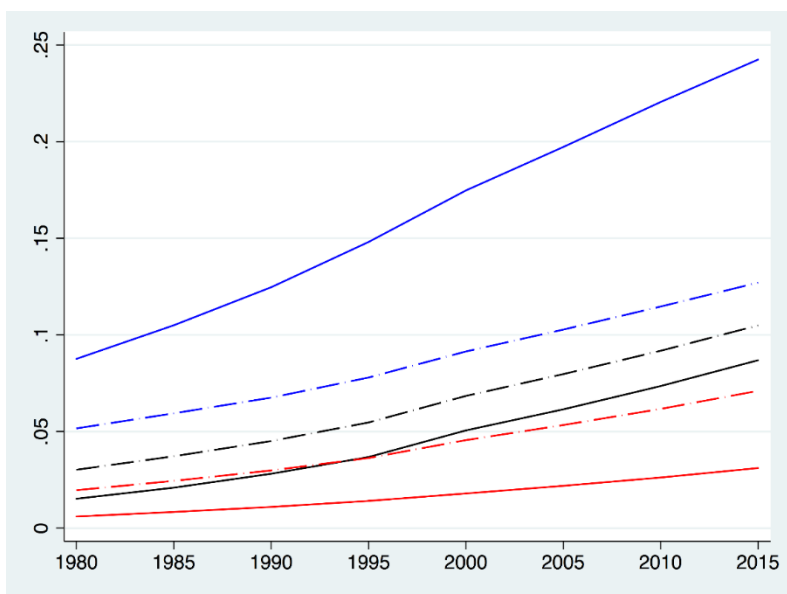
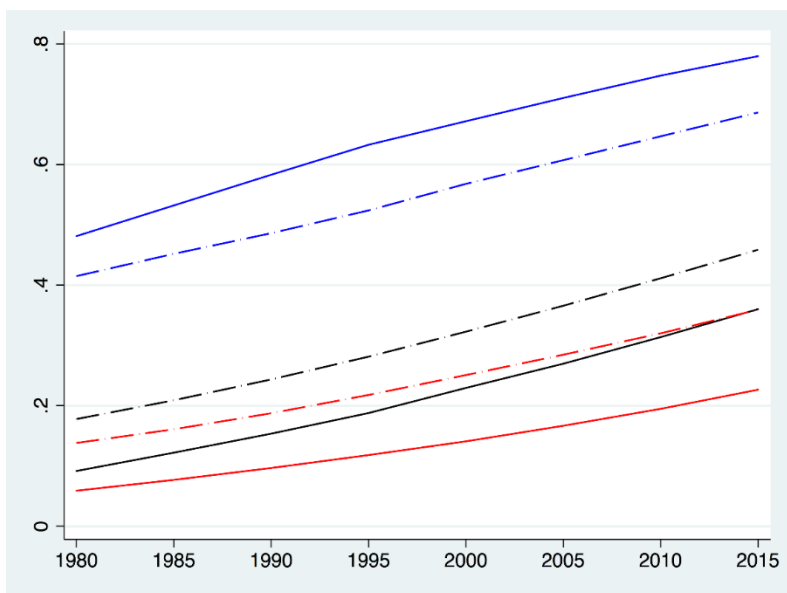


Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Impact sur l'éducation

Les changements dans le niveau d'éducation (ici du point de vue de la validation d'un niveau secondaire complet *versus* de l'obtention d'un diplôme universitaire) permettent une fois encore de mesurer le progrès considérable en une génération et les écarts croissants entre les pays de la planète. Ces inégalités sont encore plus élevées dans l'ensemble des sociétés francophones, les plus avancées bénéficiant d'une position plus favorable (avec plus d'une génération d'avance sur les régions moyennes) et d'un rythme de croissance encore plus rapide que les autres. (Graphique 15)

Graphique 15 : Accès à l'enseignement secondaire (premier graphique) et à l'enseignement supérieur (deuxième graphique) de six groupes écolinguistiques



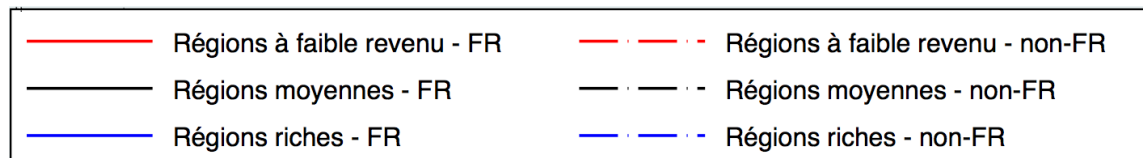
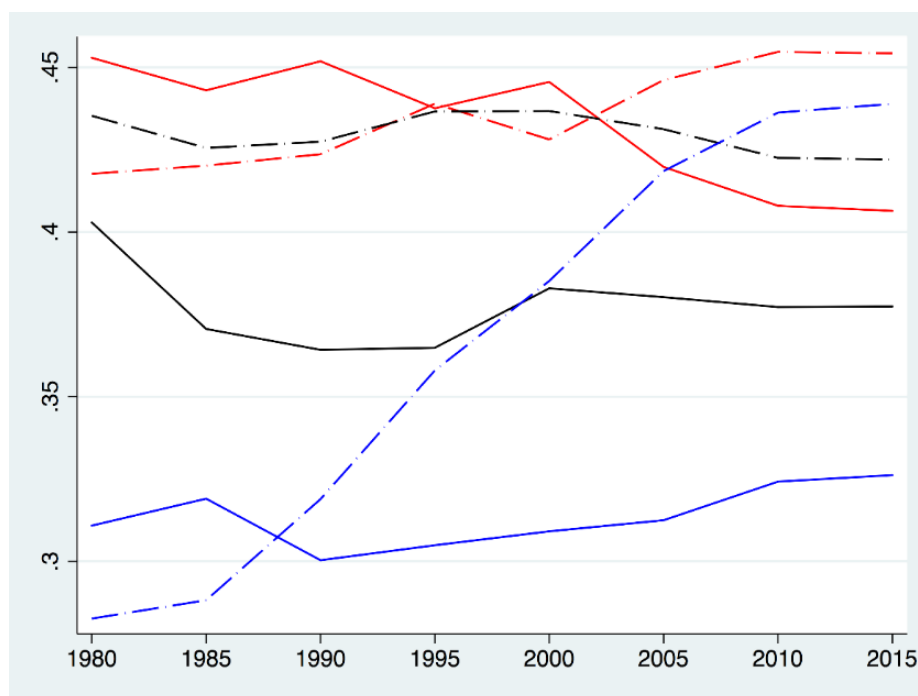
Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Il est vrai aussi que les sociétés francophones des régions de niveau de développement moyen vivent aujourd'hui leur décollage éducatif, avec une accélération de la proportion de personnes recevant un niveau d'étude secondaire, avec un éloignement croissant avec les pays à revenu à faible. Dans le contexte du XXI^e siècle, le développement des études est un élément majeur de l'insertion des travailleurs dans des économies globalisées. Les inégalités entre pays suscitent le risque de marginalisation des moins avancés.

Les transformations des inégalités de revenu infranational

Parallèlement à ces transformations, les inégalités de revenu à l'intérieur des pays de chaque groupe écolinguistique sont intéressantes à analyser.

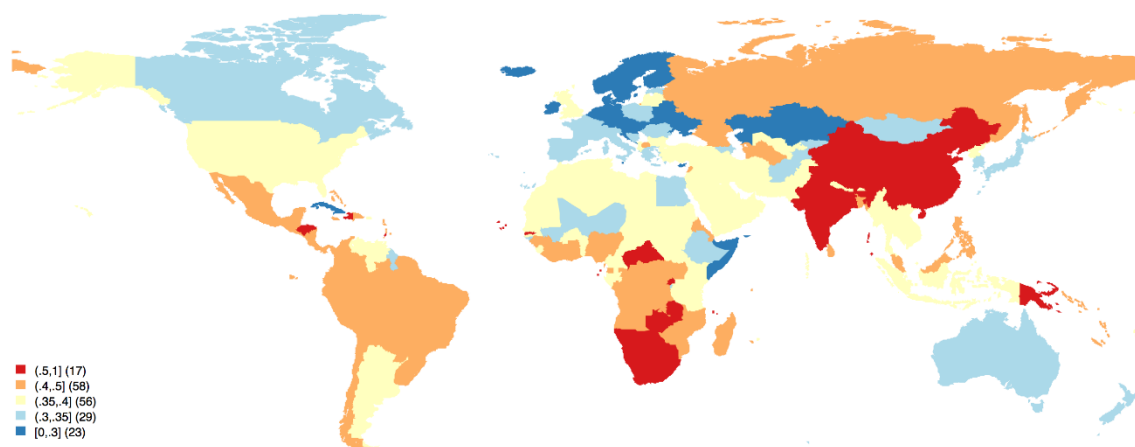
Graphique 16 : Mesure des inégalités (coefficient de Gini) de six groupes écolinguistiques



Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Récemment, la croissance des inégalités a touché avant tout les pays non-francophones les plus riches – riches selon leur revenu de 2015 (Graphique 16). Il s’agit donc notamment des Etats-Unis, des autres pays anglo-saxons, et aussi notamment de la Chine. En moyenne, ces pays ont connu une croissance de plus de .15 points de leur coefficient de Gini, une mesure traditionnelle des inégalités économiques, qui vaut 0 en cas d’égalité parfaite et 1 en cas d’inégalité absolue lorsqu’un seul individu dans le pays possède toutes les richesses. La valeur .28 est le niveau moyen des inégalités dans les pays européens, et .45 un niveau extrêmement fort des inégalités, comme au Mexique ou en Chine aujourd’hui (Graphique 17). Les pays non-francophones les plus développés ont donc connu une forte expansion de leurs inégalités. De ce point de vue, les inégalités dans les sociétés francophones sont stables, avec une légère diminution dans les pays les plus pauvres. Aujourd’hui, les sociétés francophones en général, et particulièrement les plus riches, ont des taux d’inégalité plus faibles qu’ailleurs.

Graphique 17 : Carte des inégalités économiques (coefficient de Gini) en 2015

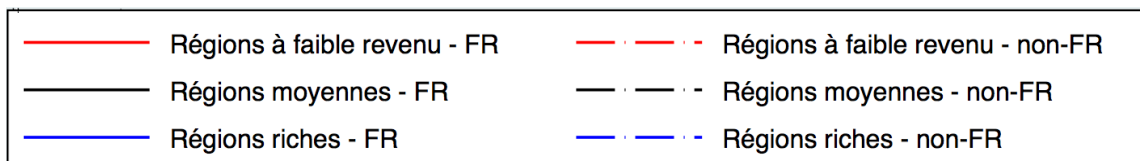
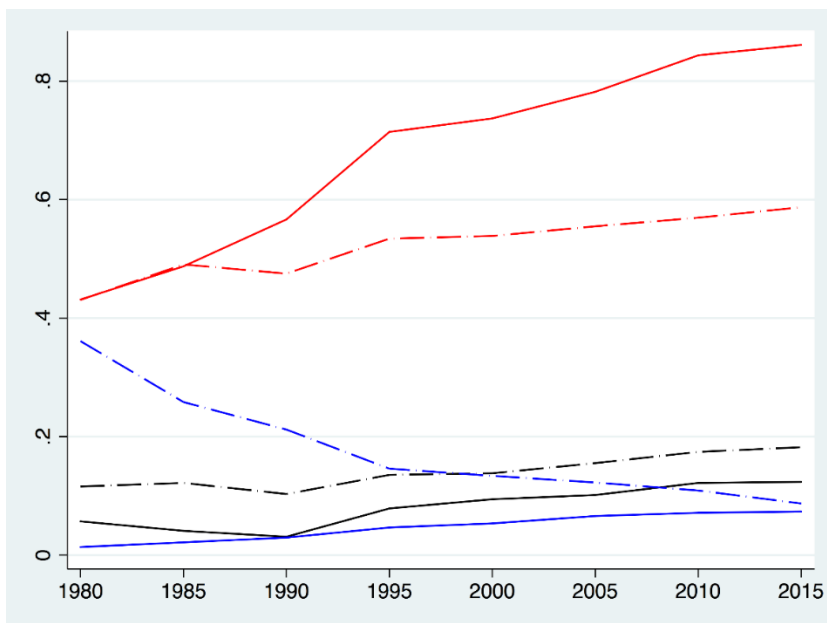


Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Au-delà de l’inégalité, la pauvreté relative (le pourcentage d’individus vivant sous la moitié du revenu mondial médian) est un indicateur des transformations au bas de la répartition des revenus. Une faible croissance économique alliée à une forte croissance des inégalités tend à exacerber la pauvreté. De ce point de vue, c’est parmi les pays riches non francophones – en premier lieu la Chine, mais aussi les autres « BRICS » – que la pauvreté relative a le plus baissé (Graphique 18). Symétriquement, les pays francophones pauvres ont fait l’expérience d’une forte hausse de cette pauvreté relative. Pour les autres

régions écolinguistiques, nous mesurons une faible mais sensible croissance de la pauvreté.

Graphique 18 : Pauvreté relative mondiale de six groupes écolinguistiques



Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Ces éléments confirment la marginalisation relative des pays francophones les moins avancés qui ont bénéficié moins que les autres de la croissance mondiale, dont l'expansion est tirée vers le haut par la Chine et les autres BRICS qui pour bon nombre sont sortis de la pauvreté pour accéder aux classes moyennes mondiales.

Inégalités de genre

Mesurer les inégalités entre femmes et hommes d'une façon homogène dans des pays ayant des niveaux de développement très différents est une tâche difficile. Ce n'est pas simplement le fait que « l'égalité des sexes » a des significations divergentes entre les cultures, mais bien que l'intensité de ces inégalités ont varié au cours du processus de développement d'un même pays: au stade préindustriel, l'espérance de vie des femmes était écourtée par la mortalité périnatale; avec la modernisation, le meilleur encadrement médical des unes et le développement d'un sur-risque masculin (alcool, tabac, automobile, etc.) ont creusé les écarts d'espérance de vie à la défaveur des hommes; le stade post-industriel va de pair avec la réduction des causes de surmortalité masculine et leur augmentation relative chez les femmes.

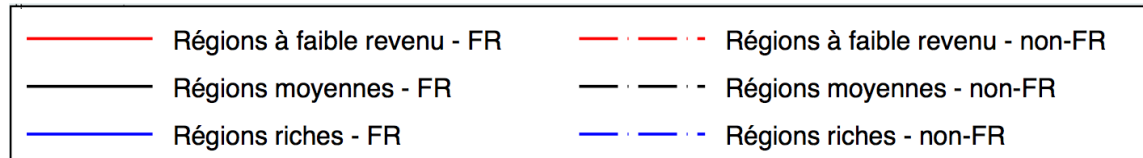
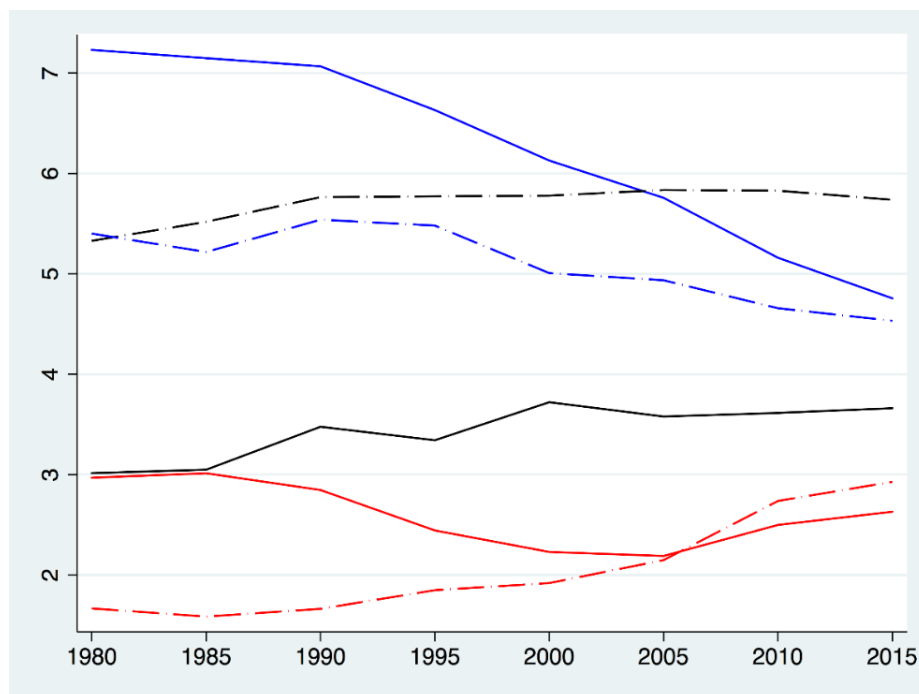
Dans ce rapport, nous examinons deux dimensions de l'inégalité entre les sexes : la différence d'espérance de vie et les inégalités d'accès à l'éducation. En outre, nous considérons l'indice d'inégalité entre les sexes (*Gender Inequality Index, GII*), fourni par le PNUD². Cependant, comme nous ne disposons que de séries chronologiques limitées couvrant les années récentes plutôt qu'une tendance à long terme, nous présentons cette partie de l'analyse dans le Complément à la Partie II. Cet indicateur, même s'il est validé par le PNUD, reste difficile à prendre en considération: comme mesure composite, qui peut amalgamer en une seule mesure des réalités contrastées de l'inégalité entre les sexes. Cet indice permet de compléter les deux dimensions en apportant un aspect notamment politique et organisationnel.

Espérance de vie

En ce qui concerne l'espérance de vie, il n'y a pas de tendance linéaire univoque dans le changement des inégalités de genre (Graphique 19). Dans la plupart des six groupes, ces inégalités persistent, à l'exception, des pays francophones dans les régions à revenu élevé, où la différence entre les sexes a clairement diminué.

² Le GII se compose des mesures suivantes : Taux de mortalité maternelle (mortalité périnatale) / Taux de natalité des adolescentes / Part des sièges au Parlement détenus par des femmes / Part des femmes parmi les diplômés d'études secondaires / Part des femmes dans la population active.

Graphique 19 : Différences entre les sexes dans l'espérance de vie (en années) de six groupes écolinguistiques

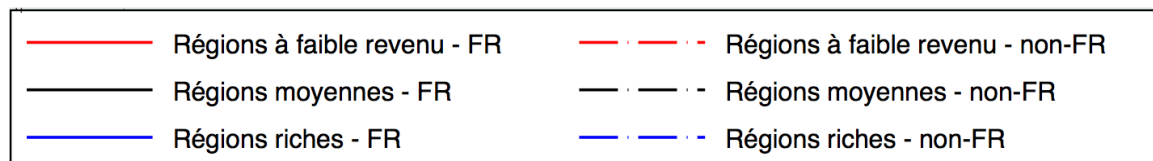
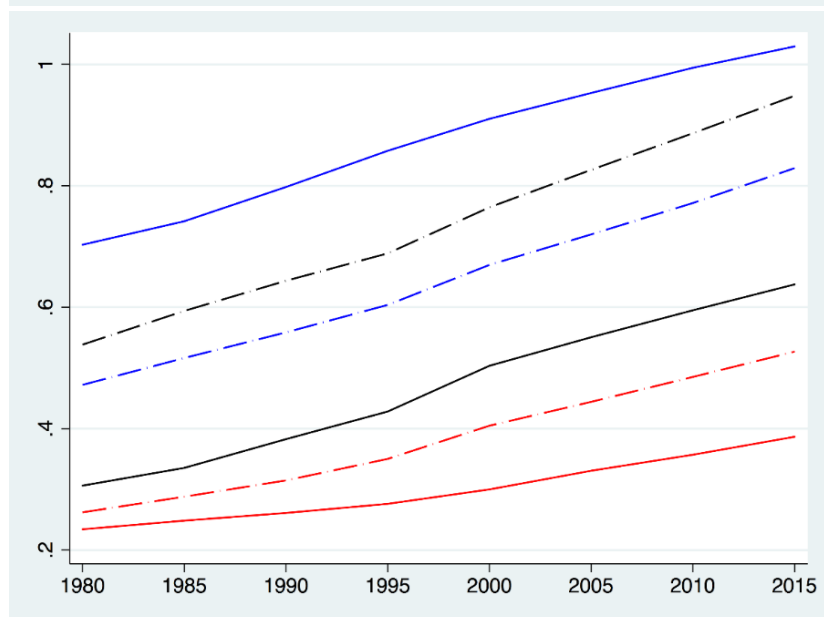
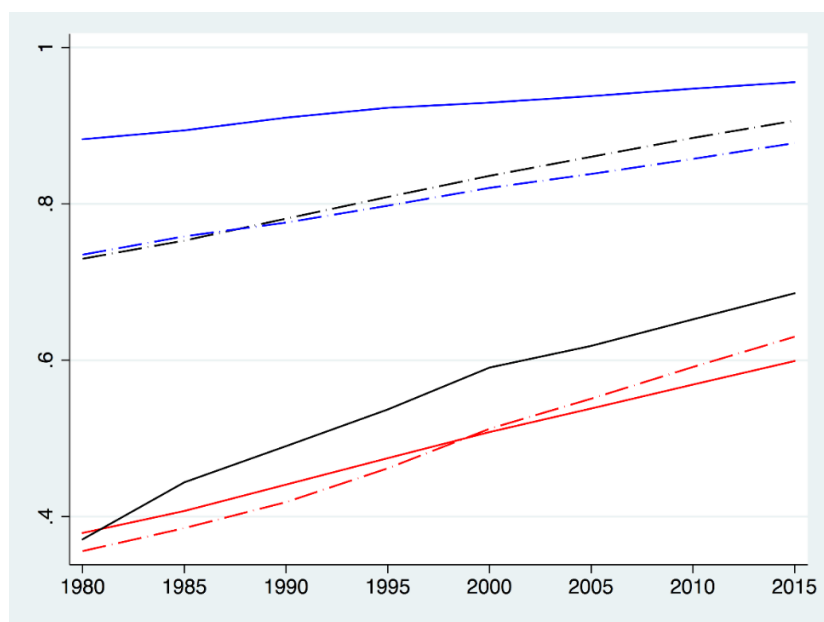


Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

L'éducation

Quant à la deuxième dimension, l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur, il existe des tendances évidentes vers l'effacement (voire l'inversion) des inégalités entre les sexes ; aucun groupe écolinguistique n'y échappe (Graphique 20). Les données des générations récentes de trentenaires montrent même une inversion des inégalités dans les pays les plus avancés - représentant de nouvelles inégalités entre les sexes.

Graphique 20 : Ratio de genre (femmes/hommes) dans l'accès à l'enseignement secondaire (premier graphique) à l'enseignement supérieur (deuxième graphique) de six groupes écolinguistiques



Note : Une valeur de 1 correspond à l'égalité entre les sexes. Les valeurs inférieures à 1 montrent un désavantage pour les femmes. Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

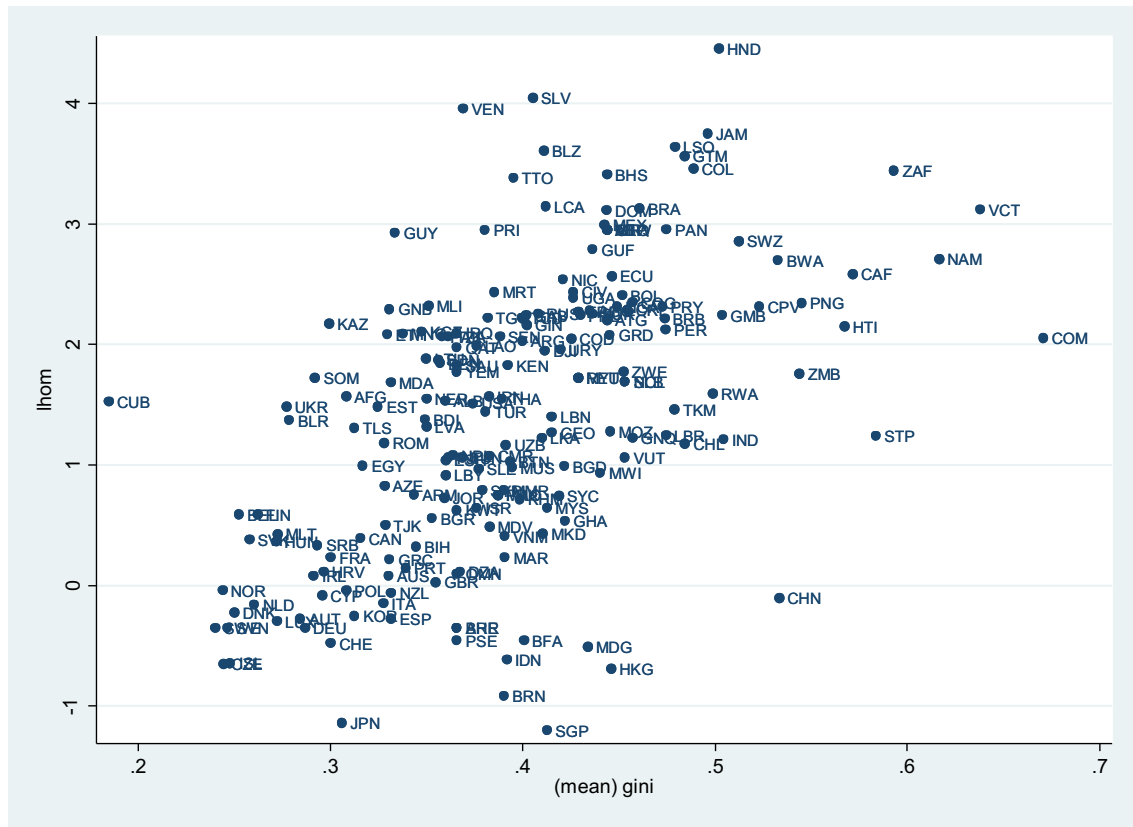
Pour l'enseignement secondaire, les écarts entre les pays à faible revenu et ceux issus de régions riches augmentent : l'égalisation s'est réalisée plus vite dans les pays avancés. Dans les pays à faible revenu, la part des femmes ayant une formation supérieure est encore inférieure à la moitié de celle des hommes.

En conclusion de la Partie II : Santé, éducation, revenu au prisme de la démographie

L'analyse des indicateurs de développement démosocioéconomiques met en évidence les grands défis de la planète, dont les sociétés francophones ont une part plus que proportionnelle. Sans aucun doute, ce sont aussi de grandes opportunités. D'une façon générale, les sociétés francophones rassemblent des pays dont la vigueur démographique, et les richesses variées, naturelles, celles du sol, productions agricoles et minières, et la richesse humaine, vont de pair avec de grandes difficultés. En effet les écarts de revenu et de leur dynamique, les inégalités d'espérance de vie, les contrastes extrêmes entre les différents niveaux de développement humain, tendent à culminer dans les pays francophones.

D'où qu'elles viennent, qu'elles soient internationales ou infranationales, les inégalités peuvent être un défi voire une menace pour l'ordre social et l'ordre public. A l'échelon mondial, les inégalités extrêmes se mesurent dans les pays d'Amérique latine et en Afrique du Sud, et les sociétés francophones ne sont pas de ce point de vue les plus mal situées. Mais il nous faut rester vigilants à cet égard, car nous savons que les inégalités ont une influence pernicieuse sur l'ensemble du système social, comme le montre la très forte corrélation entre le coefficient de Gini et le taux d'homicides, par exemple (Graphique 21).

Graphique 21 : Taux d'homicides volontaires (par 1000 pers. échelle logarithmique) et inégalités économiques (coefficient de Gini) en 2015



Note : Voir le tableau A.1.7 dans l'Annexe 1 pour les abréviations ISO des pays. Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Ces réalités inquiétantes accompagnent un paysage d'ensemble où nous trouvons aussi de grands progrès et des réussites indéniables : malgré l'épidémie de VIH/SIDA qui a frappé une partie des pays les moins avancés au long des deux dernières décennies, l'espérance de vie a augmenté, malgré l'accroissement de la pauvreté relative, les revenus se sont accrus. Certains pays se sont extirpés de la misère, et ouvrent la voie à d'autres qui pourraient prendre leur essor au cours de la génération suivante. Les inégalités de genre tendent à décliner. Il reste que les déséquilibres accumulés, bien connus, vont se multiplier à l'horizon de la génération suivante, puisque les pays les plus en difficultés verront doubler la taille de leur population.

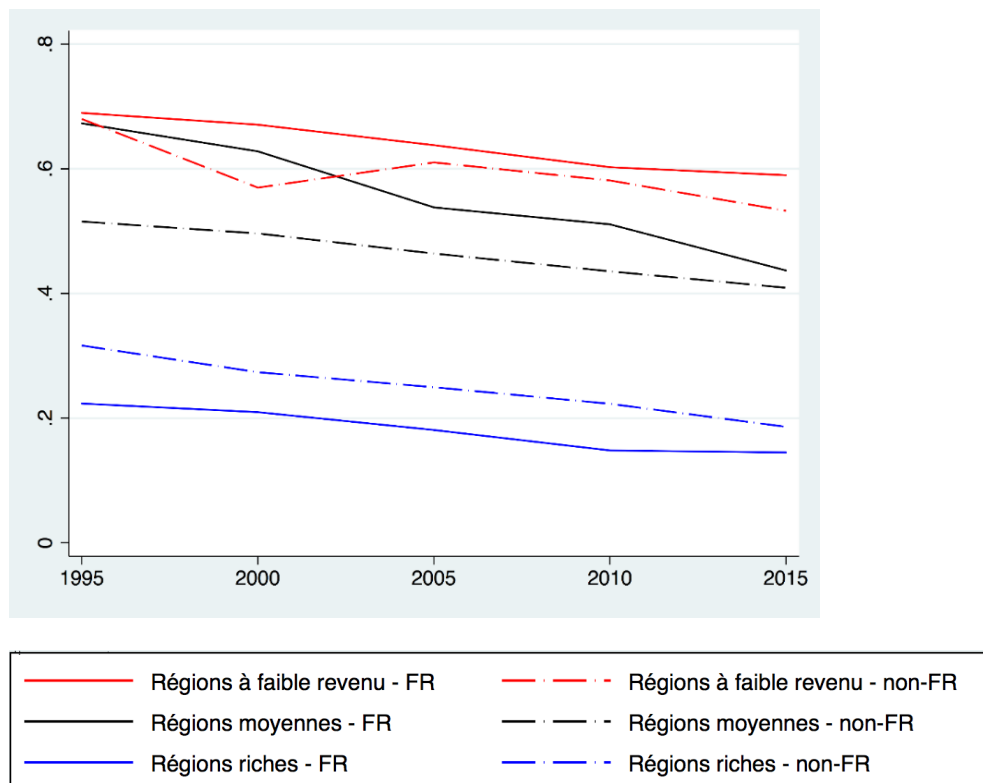
Complément à la Partie II : Les inégalités de ressources & le développement humain

En données complémentaires à la Partie II, il est important d'avoir en vue la grande diversité des indicateurs de développement humain disponibles, et le diagnostic souvent convergent qu'ils permettent d'obtenir.

Le GII comme indicateur complémentaire d'inégalités entre hommes et femmes

En combinant plusieurs indicateurs des inégalités entre les sexes, l'indice d'inégalité entre les sexes (*Gender inequality index, GII*) montre que l'inégalité entre les sexes diminue partout dans le monde, avec un rythme plus rapide dans les pays francophones à revenu moyen (Graphique 22).

Graphique 22 : Indice d'inégalité entre les sexes (Gender Inequality Index, GII) de six groupes écolinguistiques

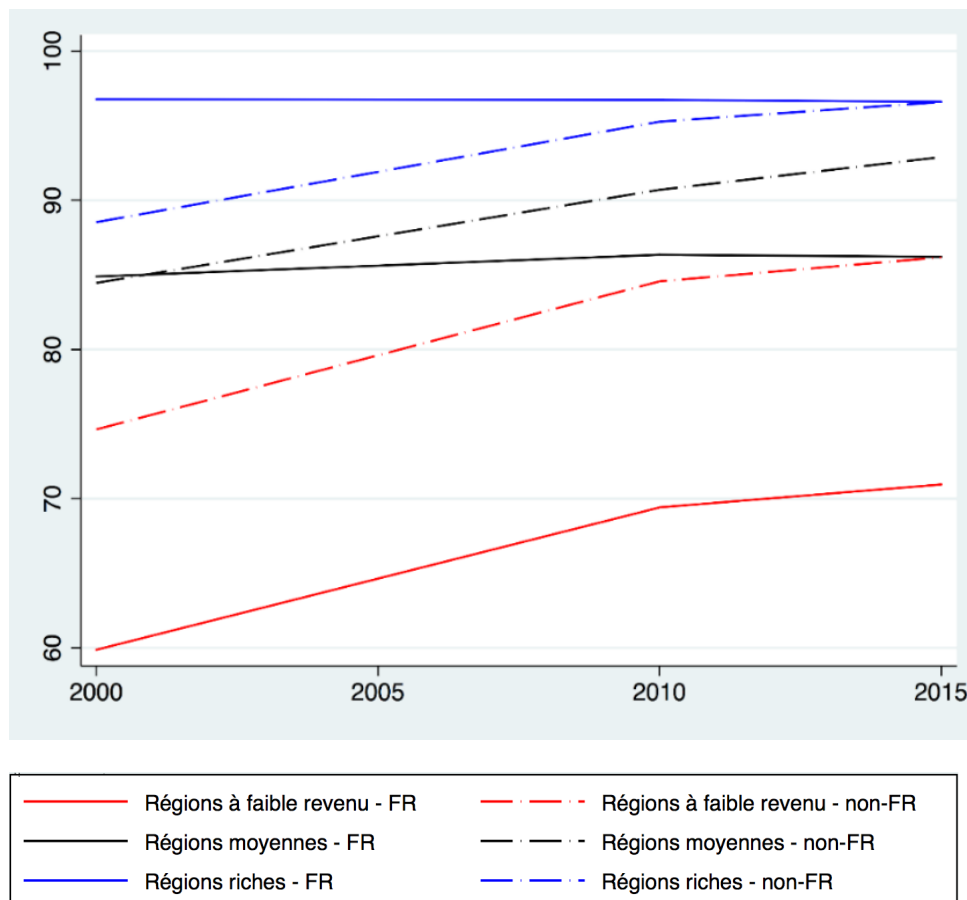


Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Indicateurs de conditions de vie : accès à l'eau, l'électricité, au téléphone portable

Les indicateurs de conditions de vie ne permettent pas en général de suivre les transformations socioéconomiques sur la très longue durée: une perspective d'une ou deux décennies est souvent le mieux que l'on puisse espérer. Il reste que nous avons ici la confirmation de la saturation des besoins primaires dans les populations des pays développés (même si d'autres besoins se font jour ensuite dans le processus d'enrichissement).

Graphique 23 : Accès à l'eau : Sources d'eau potable contrôlée (% de la population ayant accès) de six groupes écolinguistiques

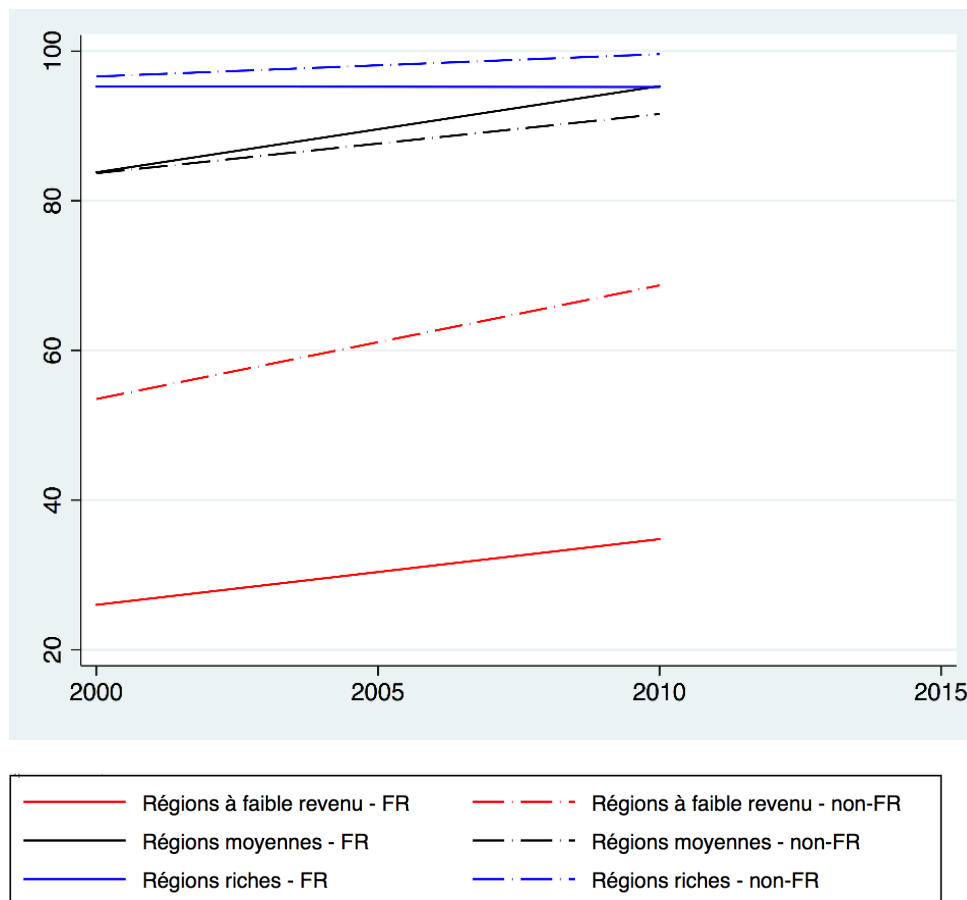


Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Mais ces indicateurs mettent généralement en évidence une relative stagnation des performances des pays francophones des différents niveaux de développement. Un tiers des résidents des pays francophones des régions pauvres n'ont pas d'accès à une eau

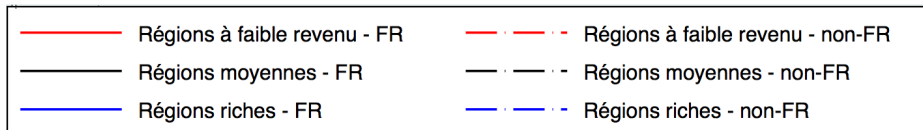
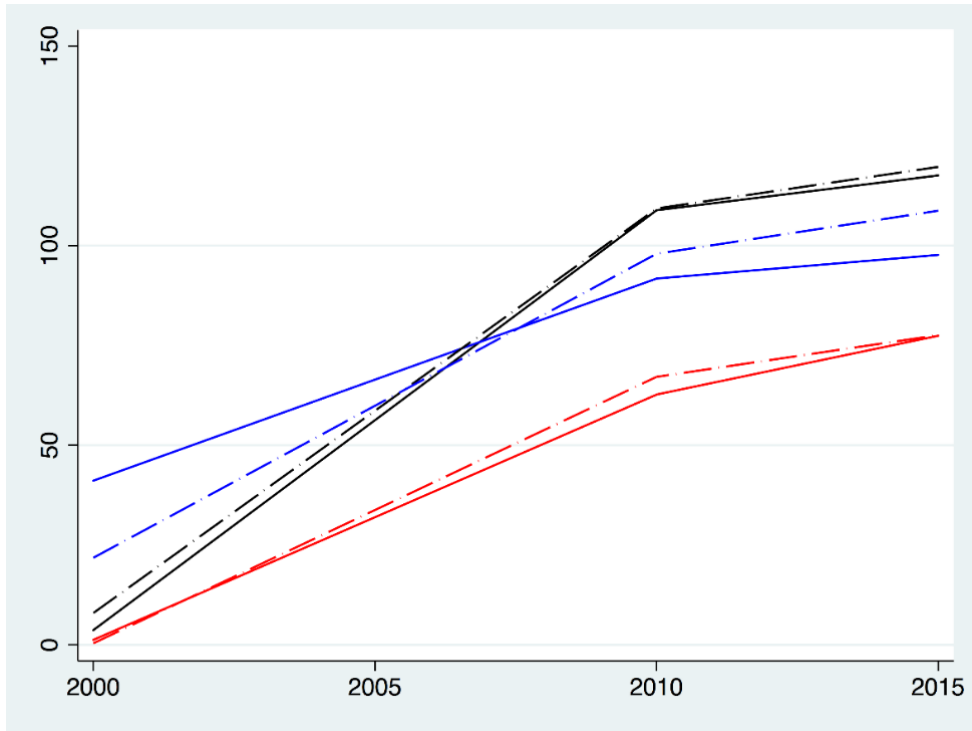
potable contrôlée (Graphique 23). Deux tiers n'ont pas accès à l'électricité au domicile, et la progression de 2010 à 2015 semble ralentir (Graphique 24). Ce sont des éléments inquiétants qui peuvent aller avec de fortes progressions sous d'autres aspects, comme l'accès à un téléphone portable (Graphique 25). Cela souligne l'émergence d'une société mondiale postmoderne où des éléments de pauvreté radicale vont de pair avec une progression considérable de l'accès d'une part croissante de la population mondiale, même dans les pays les plus pauvres, à une information mondialisée: même si un abonnement de téléphone portable ne signifie pas l'accès à l'internet ou la possession d'un « *smart phone* » la différence entre le monde de 2017 et celui de 1995 est que presque toute l'humanité est maintenant connectée, au moins partiellement.

Graphique 24 : Accès à l'électricité au domicile % de six groupes écolinguistiques



Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Graphique 25 : Téléphone portable : nombre moyen d'abonnement de téléphone portable pour 100 habitants



Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Partie III : Quelles perspectives ? Le monde qui vient

Les deux premières parties ont permis de repérer les grandes structures qui forment les contraintes de l'avenir de la francophonie : d'une part une certitude d'expansion démographique, et d'autre part les risques de l'inégalité et de la pauvreté d'une partie de la francophonie.

Dans cette troisième partie, nous nous intéressons à la prospective en développant un modèle qui synthétise les principales tentatives mondiales de prospective développées par des institutions internationales (comme les Nations Unies pour la population, World Bank pour les inégalités) ou des centres de recherche internationalement reconnus (comme le CEPII Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales). Ce Modèle Tendances-Globales (TG) permet d'analyser les transformations de long terme du développement humain d'une façon rétrospective (de 1980 à 2015) puis prospective (de 2015 à 2050). Ce modèle TG rassemble donc dans un seul modèle les principales ressources rétrospectives et prospectives disponibles :

- La révision 2017 de la prospective de la population mondiale (World Population Prospects) qui offre tout à la fois les estimations officielles des populations validées par les Nations Unies et leurs projections à l'horizon de 2100 – nous nous restreignons ici à 2050.
- Les Penn World Tables du développement économique et leur prolongation par le CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales) dans Fouré et al. (2012).
- Les tables Barro-Lee sur le niveau d'éducation par pays et par génération jusqu'en 2010 et leur prolongation jusqu'en 2050 par Samir et al. (2010) [International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA) and Vienna Institute of Demography (VID)].
- Le « World Panel Income Distribution (LM-WPID) » pour les inégalités de revenu.

- D'une façon plus ponctuelle, et sans nécessairement approfondir sur la très longue durée, nous utilisons les données des Indicateurs mondiaux du développement (World Development Indicators, WDI) de la Banque mondiale, sur des aspects aussi divers que le taux d'homicides, l'accès à l'eau, à l'électricité, le nombre de téléphones portables par habitant. Sur cette base, comme l'ont déjà proposé Lakner et Milanovic (2013), nous avons simulé une base de micro-données permettant de comprendre les conséquences des inégalités économiques.

Ce modèle fondé sur un assemblage de prospectives réalisées parallèlement par différentes institutions internationales et centres de recherches reconnus donne un cadre cohérent d'analyse. Chaque fois que le choix s'offrait, nous avons retenu le scénario central de la prospective. Nous avons complété ces données et procédé aux imputations des données manquantes. Ce travail permet déjà d'aboutir à des constats importants sur les défis de demain; il permet aussi d'envisager des développements importants, dans une étape suivante, puisqu'il permettra de mesurer le changement par générations (cohortes de naissance) notamment du point de vue des inégalités de genre et du rôle de l'éducation. Pour ce présent travail, nous avons voulu contraster deux scénarios principaux, le « scénario central » et le « scénario optimiste » :

1. Scénario central : Les inégalités mondiales persistent

Ce premier scénario consiste en la prolongation généralement linéaire des tendances passées. Une prolongation des tendances signifie de nombreuses progressions, mais comme elles sont inégalement réparties entre pays, ce modèle nous promet des inégalités persistantes, plutôt qu'une convergence entre les régions développées et les régions moins développées. En termes d'inégalité, ce scénario a une signification plutôt pessimiste car malgré une croissance attendue, celle-ci ne permettra pas le rattrapage des pays les plus pauvres. Nous pourrions parler de « scénario au fil de l'eau », mais il est plus simple de le qualifier de « scénario central » puisqu'il retient l'hypothèse centrale de dynamique des populations des Nations Unies, le scénario central de la croissance du PIB par habitant du CEPII, la croissance des niveaux d'éducation retenue dans l'hypothèse médiane de l'International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA) et du Vienna Institute for Demography (VID). Ces développements ainsi que des indicateurs supplémentaires sont présentés en détail à l'annexe 3, où nous analysons les tendances temporelles de 12 indicateurs clés entre 1980 et 2050 dans chaque pays du monde

affichant les résultats dans les cartes. L'annexe 3 montre les seuils que les pays ont passés ou vont probablement passer durant cette période. L'annexe 4 les traduit en déciles, de sorte qu'il est possible de voir si le classement des pays dans ces dimensions a changé et, par conséquent, si les pays ont réussi à s'élever par rapport à la tendance générale.

Sans être le pire scénario possible – les prévisionnistes ont élaboré des scénarios qualifiés de « pessimistes » et dont les conséquences seraient proprement catastrophiques – , il souligne les difficultés que nous allons vraisemblablement léguer à nos enfants. En effet, la pression démographique et l'intensification de la pauvreté de masse qu'il sous-tend laisse supposer que sous cette forme, la croissance mondiale sera mal partagée, croissance mondiale lente du Nord et du Sud – contrebalancée par l'enrichissement de l'Asie – pourrait exacerber les tensions: nationalisme fulminant, politiques protectionnistes, crise de la coopération politique internationale, préférence pour le présent, instabilité politique et menace de la démocratie ou/et de la paix, seraient des réponses collectives attendues dans ce contexte. S'il est meilleur que les scénarios proprement pessimistes, ce scénario central dit que nous léguerons aux générations futures nos difficultés, sans leur donner les moyens de les résoudre.

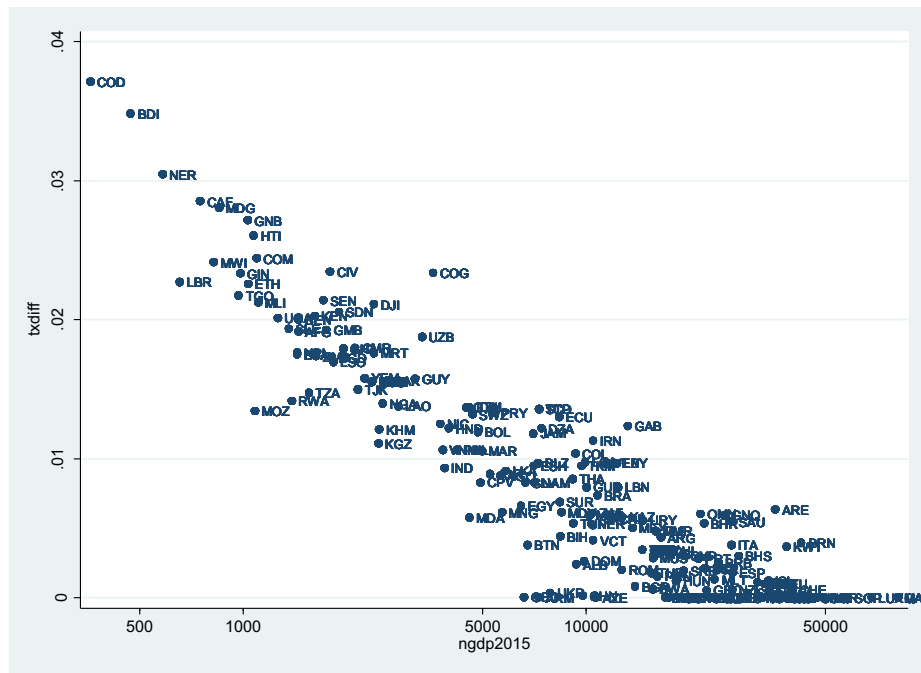
2. Scénario optimiste : dynamique de rattrapage ?

L'avenir n'est pas encore écrit : si le scénario central donne l'impression d'une fatalité de la pauvreté, un autre plus optimiste et marqué par un sursaut du Sud permettrait de saisir l'opportunité d'un redéploiement des pays aujourd'hui enfermés dans la spirale du sous-développement.

Ce scénario optimiste diffère du premier par une croissance plus vive pour les pays les plus pauvres. La période 1980-2015 a été marquée par l'émergence inattendue de la Chine et d'autres pays du BRICS. Les travaux de Branko Milanovic ont montré que les pays moyens de la distribution planétaire des revenus ont connu la dynamique la plus vive alors que les segments les moins riches n'ont pas suivi aussi rapidement. Le scénario optimiste propose une situation où le tiers le plus pauvre des pays de la planète bénéficient d'un surcroît de croissance de leur PIB par habitant de l'ordre de 3,5% de plus par an que ce que ne propose le scénario central pour les pays situés autour de 500 dollars par an et par habitant ; le surcroît annuel serait de 2% pour les pays situés autour de 2.000 dollars, et 1% pour les nombreux pays proches d'une moyenne de 10.000 dollars par an et par habitant (Graphique 26). Ce scénario optimiste est aussi réaliste, car la croissance totale de ces pays plus pauvres resterait située très en deçà de la croissance chinoise des

trois dernières décennies en moyenne au-dessus de 9% par ans en termes réels (ajusté donc de l'inflation).

Graphique 26 : Ecart entre le scénario optimiste et le scénario central en termes de pourcentage annuel de croissance entre 2015 et 2050 selon le PIB par habitant en 2015 (échelle logarithmique)



Note : Voir le tableau A.1.7 dans l'Annexe 1 pour les abréviations ISO des pays. Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

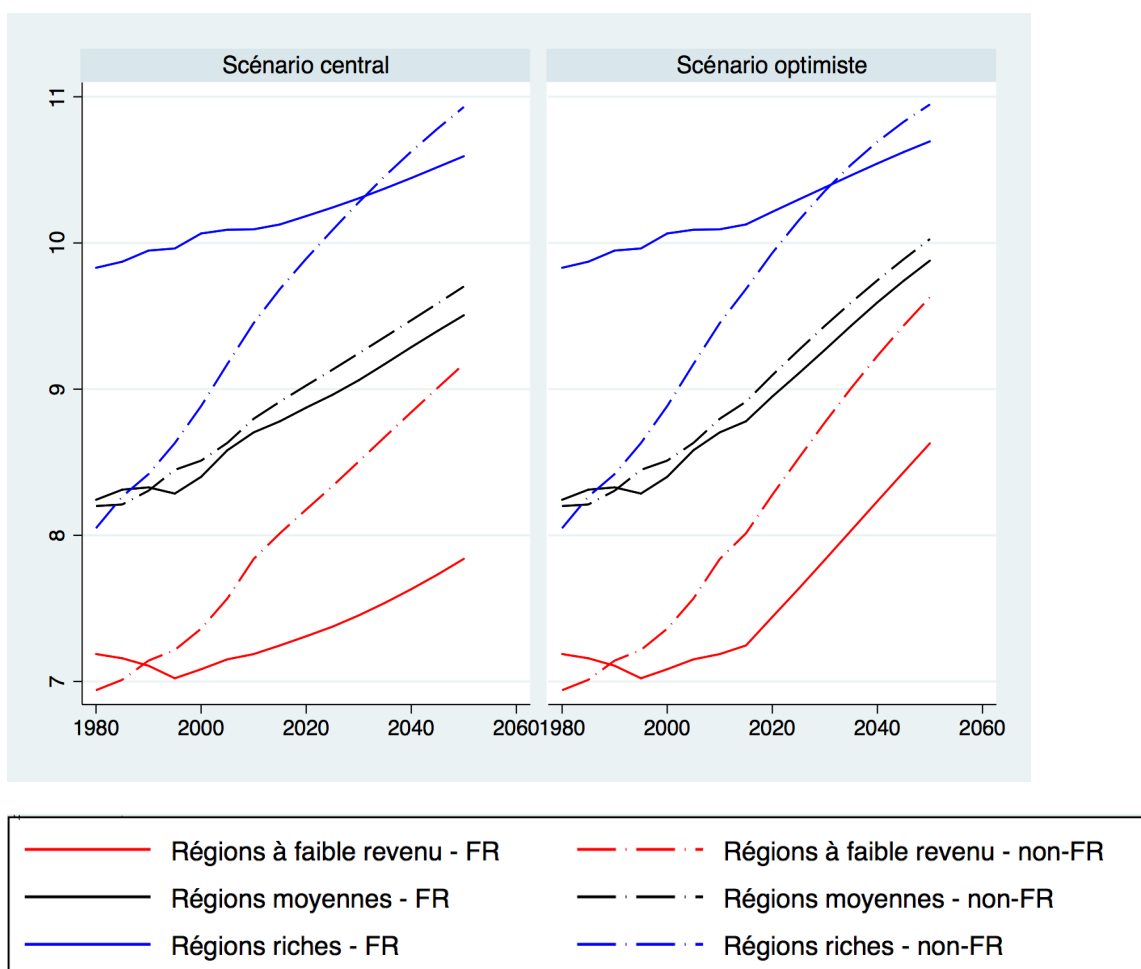
La masse de redistribution mondiale implicite correspondant à ce rétablissement très partiel de la croissance mondiale correspond à l'équivalent de 12% du PIB mondial de 2050, c'est à la fois beaucoup et en même temps très relatif par rapport à la croissance de long terme de 2,5% par an du PIB mondial par habitant : cette redistribution de 12% correspond simplement à l'équivalent de 5 années de croissance mondiale (sur les 35 années de 2015 à 2050) dont le surplus serait consacré à l'amélioration du sort des habitants des pays les plus pauvres. Il est évident que ce surplus doit aller avant tout à l'investissement et à la formation, selon l'adage confucéen selon lequel « Donne un poisson à un homme, tu le nourris pour un jour. Apprends-lui à pêcher, il se nourrira toute sa vie ».

Ce rééquilibrage de la croissance, s'il a un effet semblable à celui que suscite le revenu sur les autres éléments de développement humain tel qu'on l'observe en moyenne, devrait permettre une amélioration significative du sort des plus démunis de la planète.

Le revenu

Le scénario central de la croissance du PIB par habitant (il s'agit ici du scénario central proposé par le CEPII) est inquiétant pour les pays francophones dans la mesure où ils sont généralement confrontés à la croissance ralentie : les pays francophones les plus riches sont rattrapés par les BRICS, et les pays les plus pauvres ne sortent que très lentement de la misère, avec un écart croissant entre les francophones et les autres. Alors que les régions non-francophones pauvres rattraperaient le niveau de vie connu aujourd'hui par les pays moyens à l'horizon d'une génération, les pays francophones des régions pauvres subiraient un retard considérable.

Graphique 27 : Le scénario optimiste et le scénario central en termes de croissance du PIB par habitant (échelle logarithmique)



Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

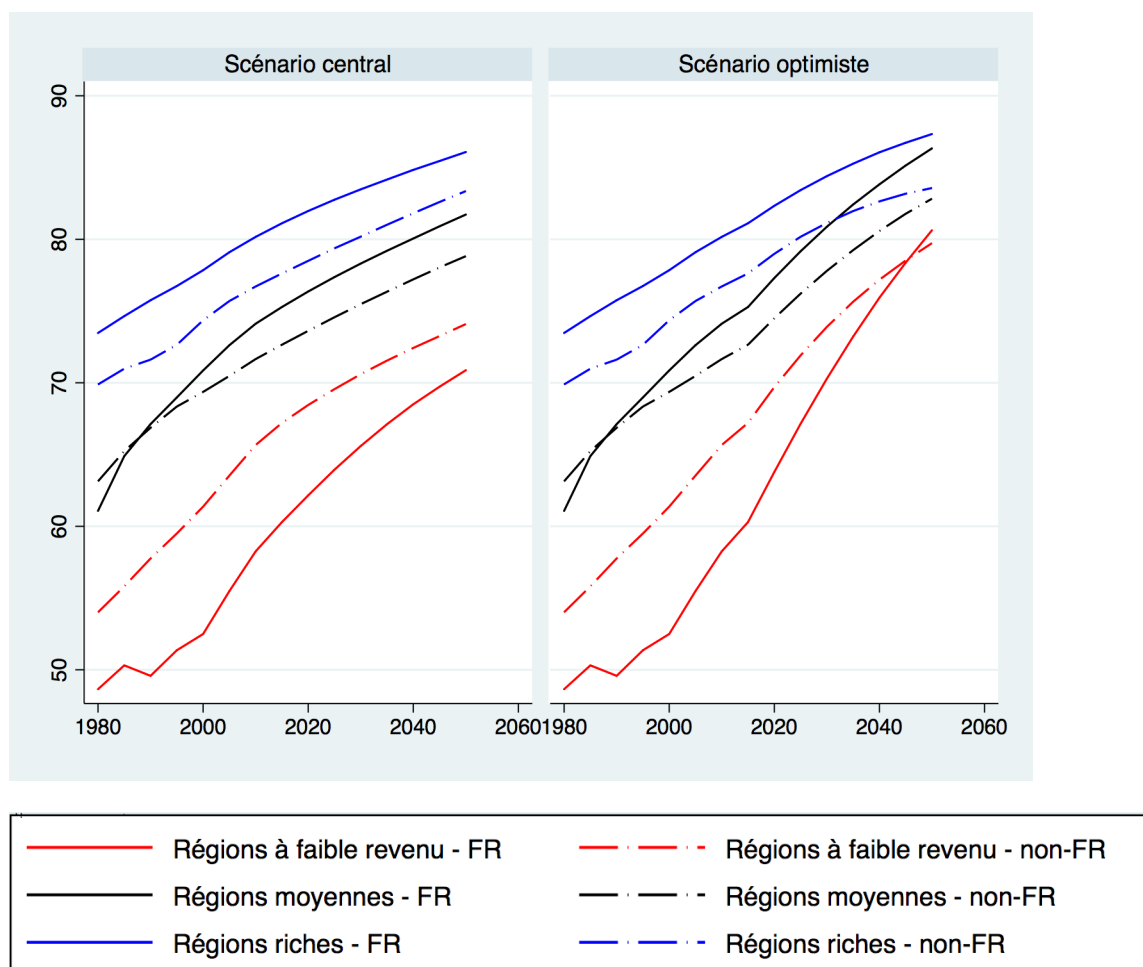
La comparaison des deux scénarios montre que, pour le scénario optimiste, les situations les plus difficiles seraient résorbées à l'horizon de 2050, dans la mesure où les pays francophones des régions les plus pauvres parviendraient au niveau de vie qui caractérise aujourd'hui les régions moyennes ; ces régions moyennes rattraperaient plus rapidement les régions riches (Graphique 27). Une égalité plus forte entre les pays de la planète en serait alors la conséquence.

L'espérance de vie

La projection moyenne de la démographie mondiale par les Nations Unies est fondée sur des hypothèses incertaines mais permet de réfléchir aux conséquences du scénario optimiste. L'ONU converge sur une espérance de vie de 85 ans pour les régions riches de la planète à l'horizon 2050, avec un certain ralentissement des gains sur la longévité moyenne. Les régions moyennes auraient une vingtaine d'années de retard sur les régions riches et les régions pauvres francophones un retard de cinquante ans sur les régions francophones moyennes. Il reste que les régions pauvres seraient appelées à voir croître l'espérance de vie de dix ans en une génération. C'est considérable mais il s'agit simplement de la tendance mondiale observée jusqu'à présent : en faisant l'hypothèse que les pays plus pauvres suivront les tendances naguère connues par les pays situés juste au-dessus d'eux du point de vue du développement humain, telle devrait être l'amélioration de leur longévité.

Le scénario optimiste aurait quant à lui (si le lien entre revenu et espérance de vie se maintient à l'avenir) un effet considérable sur l'égalisation de la longévité humaine dans le monde. Les régions francophones pauvres, en retard de cinquante ans sur les régions moyennes, ne seraient plus qu'à vingt ans de distance, alors que les régions moyennes seraient au même niveau que les régions riches (Graphique 28).

Graphique 28 : Le scénario optimiste et le scénario central en termes de l'espérance de vie (hommes et femmes confondus)



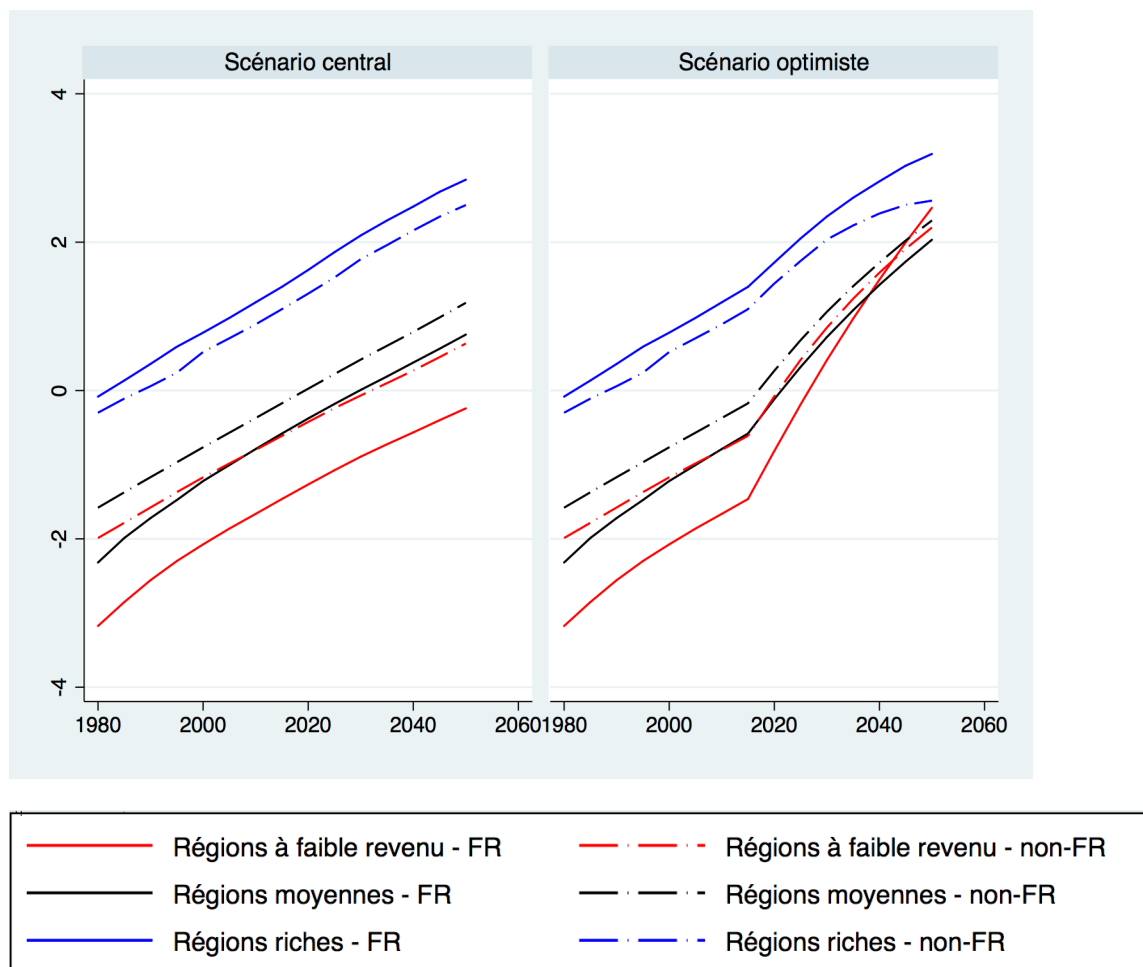
Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

Le niveau d'éducation

Comme dans le cas de l'espérance de vie, on peut attendre de l'enrichissement des populations les plus pauvres des conséquences favorables en termes de formation et de diplômes. Du point de vue de l'accès à un diplôme secondaire ou supérieur, le scénario central montre le maintien d'inégalités fortes entre régions du monde (Graphiques 29 et 30). Ainsi, les régions francophones pauvres ont un retard de 70 ans sur les régions riches - la situation des pays les plus pauvres en 2050 est similaire à celle des pays riches de 1980. Le scénario optimiste permet d'envisager une réduction considérable des écarts –

avec une différence entre riches et pauvres correspondant à une quinzaine d'années de la tendance - dans un monde plus égal.

Graphique 29 : Le scénario optimiste et le scénario central en termes d'accès à un diplôme secondaire

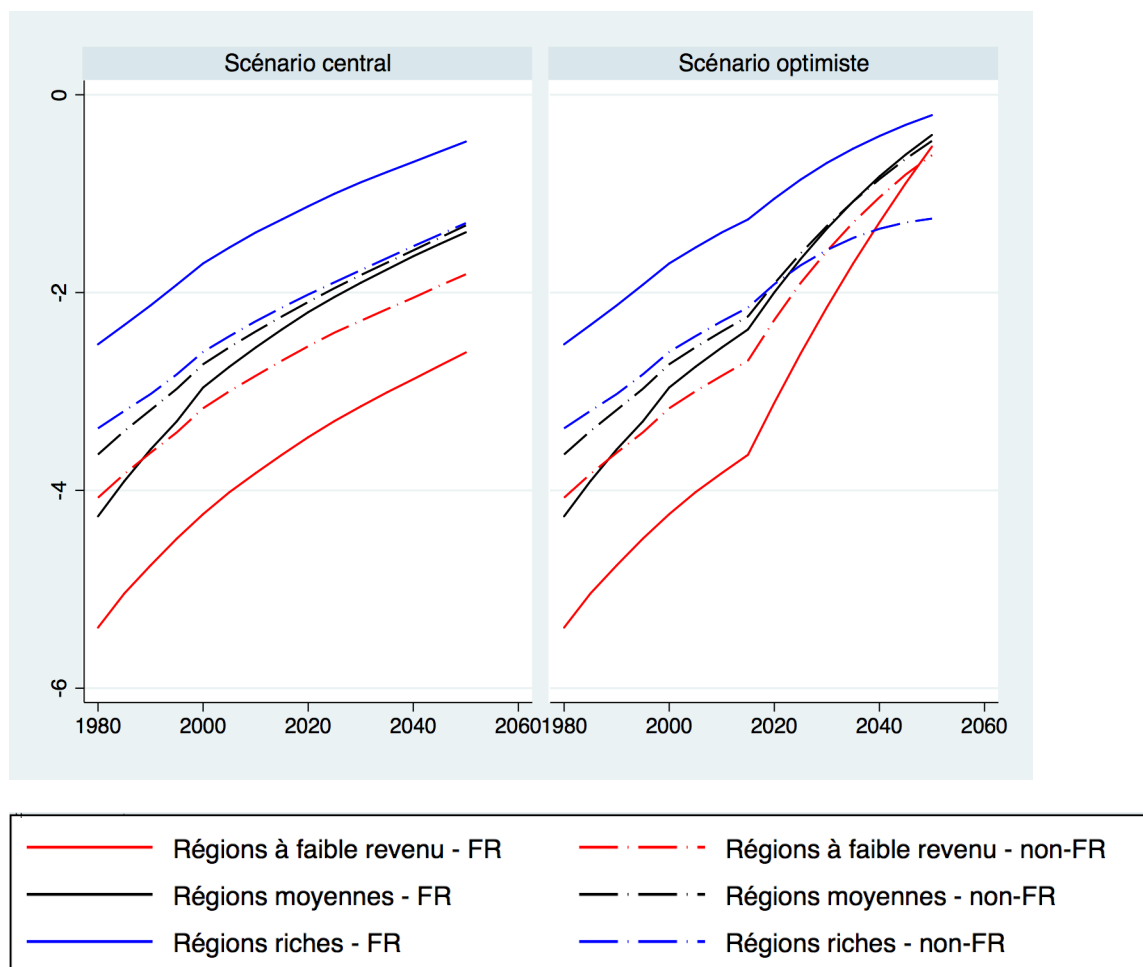


Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

L'analyse de l'enseignement supérieur met en évidence un aspect intéressant : l'inversion des niveaux scolaires entre les régions non francophones riches marquées par une croissance ralentie et les autres (Graphique 30). A l'horizon de 2050, ces pays pourraient perdre de nombreuses places dans le classement de l'accès à l'enseignement supérieur. Ce n'est pas un résultat à prendre pour argent comptant, mais simplement pour ceci : cette inversion montre que malgré l'intensité des hiérarchies telles que nous les

connaissons aujourd'hui, il suffit de peu de chose pour retrouver un monde plus égal où les chances dans la vie dépendent moins qu'aujourd'hui des aléas de la naissance dans tel ou tel pays.

Graphique 30 : Le scénario optimiste et le scénario central en termes d'accès à un diplôme supérieur



Source : Modèle Tendances Globales, Université du Luxembourg.

En conclusion de la Partie III : d'un monde inégal à un monde développé

Même s'il est présenté très rapidement ici, cet exercice de prospective permet de saisir qu'une réduction considérable des hiérarchies à l'échelon mondial pourraient avoir lieu en une seule génération : un différentiel de croissance de 3 points par an – ce qui n'a rien de considérable lorsque l'on considère la trajectoire de la Chine depuis 1980 – à l'avantage des pays les plus pauvres de la planète permettrait de réduire considérablement le gouffre économique qui sépare les régions riches et pauvres de la planète.

C'est là un des paradoxes de la pauvreté maintes fois souligné à l'échelon infranational : les masses financières nécessaires à la sortie de la pauvreté de fractions importantes de la population n'exigent en général pas des efforts colossaux à l'échelle de ce que l'économie dans son ensemble pourrait supporter. Entre le scénario central et le scénario optimiste, il s'agirait de ne déplacer que 12% du PIB mondial ce qui correspond à cinq années de croissance mondiale aux rythmes actuels. C'est d'un côté considérable, mais de l'autre bien peu dans la mesure où les Etats dépensent souvent bien plus dans des priorités qui, comparées à la misère absolue, sont un peu secondaires.

Il reste que cet effort exige en plus une constance dans l'action, une pédagogie des bénéficiaires des aides pour que l'effort aille à l'investissement et non à la consommation, ce qui n'est pas évident pour des populations en situation de besoin immédiat, et un contrôle permanent de l'efficacité de l'action. Il ne s'agit donc pas simplement de la correcte orientation de flux économiques, c'est aussi une question de réorganisation de l'ensemble de la société en direction d'une perspective partagée de l'avenir.

Conclusions générales

Ce rapport insiste avant tout sur ce qui, dans la comparaison des pays francophones de la planète, apparaît en premier lieu : les écarts démosocioéconomiques considérables entre les régions les plus riches et les plus pauvres de la planète. Cette réalité est un défi pour la génération à venir. Nos prédécesseurs n'ont pas réussi à réduire réellement l'écart entre les nations les plus avancées et les autres, en dehors de l'expansion considérable de la Chine, qui est passée en une génération du Tiers monde au Premier monde, le reste des inégalités mondiales n'ayant connu que de modestes transformations.

Pourtant, la première partie a insisté fortement sur la chance dont dispose la francophonie aujourd'hui : sa taille et sa dynamique démographique lui permet de passer d'une marginalisation apparente que l'on a cru voir sur la scène internationale à une position considérable comme troisième langue internationale de la planète, derrière l'anglais et le chinois. C'est là une bonne nouvelle inattendue.

La deuxième partie, plus sombre, a insisté sur les déséquilibres de la planète : en comparant les différentes régions écolinguistique (pays francophones ou non issus de régions riches, moyennes et pauvres), il apparaît clairement un ensemble de difficultés économiques non résolues pour l'instant affectant un ensemble de pays francophones de l'Afrique subsaharienne. Cette situation est préoccupante pour la francophonie car la pauvreté affecte avant tout une partie des pays dont la taille de la population est appelée à doubler – si ce n'est plus – à l'horizon de 2050.

La troisième partie montre que, de la pauvreté à un confort relatif dans un monde socialement plus harmonieux, la distance n'est pas aussi grande qu'il ne semble. L'intensité des flux de redistribution n'est pas aussi extrême que l'on ne le croirait initialement – douze pour cent du PIB mondial réduirait considérablement l'écart presque incommensurable que nous connaissons aujourd'hui. Mais il ne s'agit pas simplement d'économie mais aussi d'organisation de l'ensemble des acteurs de la planète, des dirigeants des Etats les plus puissants jusqu'au plus modeste pêcheur.

Il reste que l'un des plus grands périls de la génération qui vient résulte de ces inégalités planétaires que nous avons soulignées. Comme le montre l'historien Walter Scheidel, les déséquilibres suscités par les inégalités extrêmes suscitent des tensions dont les conséquences, historiquement, ont été les guerres, l'effondrement de l'Etat, les révolutions, et les épidémies de masse comme la Grande Peste. Ces inégalités sont donc préoccupantes non seulement pour les individus qui les subissent mais aussi pour le système mondial dans sa totalité. Comme l'a souligné le philosophe Hans Jonas, dans le contexte d'un monde qui pourrait se défaire en l'espace d'une génération, ce que nous devons à la génération suivante est un monde meilleur, un monde en tout cas où il est possible de faire preuve de libre arbitre « Agis de telle sorte que les conséquences de tes actes soient compatibles avec la permanence de la véritable vie humaine », ou, exprimée négativement, « Agis de façon à ne pas nuire aux possibilités futures d'une telle vie humaine » (Jonas 1995 [1979]). Il doit être possible d'y parvenir en partageant la conscience d'un but commun. Mais il faut aussi saisir les ressources permettant d'aller vers cet avenir meilleur.

Les spécialistes du développement insistent tous sur l'éducation, mais aussi sur le travail sans lequel l'éducation est plus une frustration qu'une ressource vers l'émancipation. L'éducation des filles pourrait être un investissement encore plus important pour les pays les plus fragiles : les filles seront bientôt les mères, dont le rôle est essentiel pour l'éducation de la génération qui suit encore, garçons et filles. L'éducation des filles permet aussi de limiter l'extrême surfécondité dont la conséquence est la surpopulation. Une autre ressource à développer est la conscience de buts communs : la construction d'un Etat solide dans les pays où les structures gouvernementales sont les plus affaiblies pourrait être une priorité pour garantir l'émergence et la mise en œuvre de tels objectifs communs à la nation sans lesquels l'expansion sans limite des intérêts individuels peut donner lieu à la prédation généralisée du bien commun.

Plus généralement, dans cette construction d'un Etat solide, la question de l'investissement dans les infrastructures est vitale. Sans accès à l'électricité, à l'eau – qui restent des enjeux plus importants que ne l'est le téléphone ou l'Internet –, mais aussi à bien d'autres comme les hôpitaux, les moyens de transport, sans l'ensemble de ces éléments d'infrastructure qui définissent depuis des décennies le développement, il sera difficile de progresser. Sans un tel développement harmonieux fondé sur le rattrapage des pays les plus en difficulté, il faut craindre une expansion considérable des migrations non pas choisies (par les migrants, par les pays dont ils sont originaires par fuite des cerveaux comme par les populations des pays vers lesquels ils s'orientent) mais subies, au long du XXI^e siècle. Cet aspect des migrations internationales est certainement le plus

difficile à analyser, non pas simplement parce qu'il correspond à différents tabous mais aussi parce qu'il est l'aspect le plus imprévisible de ce travail et de la démographie en générale. Le pic de migration de 2016 n'a évidemment été prévu par aucun organisme international, et d'autres événements de même nature peuvent advenir à tout moment. Nous avons fondé nos hypothèses démographiques sur celles du scénario central de l'ONU, qui suppose un maintien ou une baisse des flux à l'horizon de 2050. Les problèmes de croissance des pays les plus fragiles pourraient renforcer l'échelle de grandeur des difficultés migratoires que nous aurons à gérer. Ces problèmes exigent un renforcement des solidarités à l'échelle de la planète. Sur cet aspect comme sur beaucoup d'autres, seule une vigilante, responsable et active coopération internationale peut prendre en charge de tels problèmes : les moyens de l'action doivent nécessairement venir à un moment de la solidarité des Etats des pays les plus riches sans lesquels rien ne sera possible. Ces difficultés constatées et celles que l'on doit anticiper dépassent largement les possibilités et la légitimité de la seule société civile, d'ONG ou de fondations privées qui ont déjà fort à faire ailleurs. Si leur contribution est essentielle, elle ne peut suffire : il est certain qu'en ce domaine les Etats et les pouvoirs politiques des pays francophones doivent jouer un rôle déterminant pour reprendre le contrôle d'une trajectoire qui sinon pourrait être dramatique.

Inversement, une autre ressource ressort de ce rapport. Comme nous l'avons dit à la fin de la première partie, au sein des pays francophones, ceux qui ont connu la meilleure dynamique au cours des décennies écoulées sont ceux où le français n'a pas un statut de langue unique, mais se trouve dans une configuration de pays multilingue. Même s'il est difficile de saisir les raisons de cette meilleure performance des pays multilingues, les pays où le français est une langue officielle parmi d'autres ont connu une situation meilleure du point de vue de la maîtrise de la fécondité, de la croissance économique et du point de vue du développement humain. Qu'il s'agisse d'une position relative plus favorable des pays multilingues dans les réseaux commerciaux internationaux, ou d'une capacité organisationnelle à mieux intégrer les différents acteurs économiques et sociaux du pays dans un jeu coopératif plus efficace permis par le multilinguisme et sa culture spécifique. Il reste que le développement du multilinguisme, loin de signifier un affaiblissement de la langue française, pourrait être le prélude d'un renouveau dans un contexte mondial où la francophonie pourrait gagner une influence grandissante au XXI^e siècle par sa croissance démographique et par la diaspora francophone qui devrait en résulter.

Références

- Alvaredo, F., Atkinson, A.B., Piketty, T. and Saez E. (2014) The World Top Incomes Database, <http://topincomes.g-mond.parisschoolofeconomics.eu>, 25/04/2017.
- Barro, R.J. and Lee, J.-W. (2010) A new data set of educational attainment in the world, 1950–2010, *NBER Working Paper N° 15902*.
- Deaton, A. (2006) *Measuring Poverty. Understanding Poverty*. Oxford: Oxford University Press.
- Deaton, A. (2010) Understanding the Mechanisms of Economic Development. *Journal of Economic Perspectives* 24 (3): 3-16.
- Feenstra, R. C., Inklaar, R. and Timmer, M.P. (2015) The Next Generation of the Penn World Table, *American Economic Review*, 105(10), 3150-3182, available for download at www.ggdnc.net/pwt
- Fouré, J., Bénassy-Quéré, A., & Fontagné, L. (2013) Modelling the world economy at the 2050 horizon, *Economics of Transition* 21 (4), p.p. 617-654.
- Fouré, J., Bénassy-Quéré, A. and Fontagné, L. (2012) The Great Shift: Macroeconomic projections for the world economy at the 2050 horizon, *CEPII Working Paper*, 2012-03, February.
- Galbraith, J.K. (2009) Inequality, Unemployment and Growth: New Measures for Old Controversies, *Journal of Economic Inequality* 7(2):189–206.
- Hegre, H. et al. (2012) Predicting Armed Conflict, 2010–2050, *International Studies Quarterly*, doi: 10.1111/isqu.12007

- IMF (International Monetary Fund) (2016) World Economic Outlook: Too Slow for Too Long, Washington, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2016/01/weodata/download.aspx12-May-17>
- Jonas, H. (1995) [1979], Le Principe responsabilité, Paris, Cerf.
- Lakner, C. and Milanovic, B. (2013) Global Income Distribution: From the Fall of the Berlin Wall to the Great Recession, *World Bank Policy Research Working Paper* No. 6719.
- Lakner, C. and Milanovic, B. (2015) Global Income Distribution: From the Fall of the Berlin Wall to the Great Recession, *World Bank Economic Review*, Advance Access published September 26, 2015.
- Lutz, W. Goujon, A. Samir, K.C., Sanderson, W. (2007) Reconstruction of population by age, sex and level of educational attainment of 120 countries for 1970-2000. *Vienna Yearbook of Population Research*, vol. 2007, pp 193-235.
- Mayer, T. and Zignago, S. (2011) Notes on CEPII's distances measures: the GeoDist Database, *CEPII Working Paper* 2011-25.
- Milanovic, B. (2013) Description of All The Gini Dataset, *World Bank, Research Department*.
- Milanovic, B. (2016) Global inequality: a new approach for the age of globalization. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- NIC (National Intelligence Council) (2017) Les vingt prochaines années. L'Avenir vu par les services de renseignements américains, Les Arènes, Paris.
- NU (Nations Unies) (2016) Rapport sur les objectifs de développement durable, https://unstats.un.org/sdgs/report/2016/The%20Sustainable%20Development%20Goals%20Report%202016_French.pdf
- OIF (Organisation Internationale de la francophonie) (2014) La langue française dans le monde 2014. Éditions Nathan, Paris.
- ONE (2017) Le Siècle de l'Afrique, pp 1-16, <https://www.one.org/international/>
- Putnam, R. (2007) E Pluribus Unum: Diversity and Community in the Twenty-first Century *Scandinavian Political Studies*, Vol. 30, No. 2.

- PwC (PricewaterhouseCoopers) (2017) The Long View How will the global economic order change by 2050, <https://www.pwc.com/gx/en/world-2050/assets/pwc-world-in-2050-summary-report-feb-2017.pdf>
- Riosmena, F., Prommer, I., Goujon, A., Samir, KC. (2008) An Evaluation of the IIASA/VID Education-Specific Back Projections. IIASA Interim Report IR-08-019, 40 pp.
- Samir K.C. et al. (2010) Projection of populations by level of educational attainment, age, and sex for 120 countries for 2005-2050, *Demographic Research*, Vol. 22: 383-472, <http://www.demographic-research.org/Volumes/Vol22/15/>, DOI: 10.4054/DemRes.2010.22.15
- Scheidel, W. (2017) *The Great Leveler: Violence and the History of Inequality from the Stone Age to the Twenty-First Century*, Princeton University Press, Princeton (U.S.).
- Shorrocks, A., Davies, J.B., Lluberas, R., Koutsoukis, A. (2016) Global Wealth Report 2016, Credit Suisse Research Institute (CSRI), Credit Suisse AG, Zurich, <http://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/index.cfm?fileid=AD783798-ED07-E8C2-4405996B5B02A32E>
- Shorrocks, A., Davies, J.B., Lluberas, R. (2016) Global Wealth Databook, Credit Suisse Research Institute (CSRI), Credit Suisse AG, Zurich, <http://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/index.cfm?fileid=AD6F2B43-B17B-345E-E20A1A254A3E24A5>
- Solt, F. (2016) The Standardized World Income Inequality Database. *Social Science Quarterly* 97(5):1267-1281.
- UNDP (United Nations Development Programme) (2016) Human Development Reports (HDR)-2016. Human Development for Everyone, <http://hdr.undp.org/en/2016-report>
- United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2017). World Population Prospects: The 2017 Revision, Key Findings and Advance Tables. Working Paper No. ESA/P/WP/248. https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017_KeyFindings.pdf

United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2015) World Population Prospects: The 2015 Revision, Key Findings and Advance Tables. Working Paper No. ESA/P/WP.241.

https://esa.un.org/unpd/wpp/publications/files/key_findings_wpp_2015.pdf

United Nations Education, Scientific and Cultural Organizations (UNESCO) and the Focal Point on Youth (UNDESA) Youth and Education, Fact sheet,

<http://www.un.org/esa/socdev/documents/youth/fact-sheets/youth-education.pdf>

Wilkinson, R. and Pickett, K. (2009) The Spirit Level: Why More Equal Societies Almost Always Do Better. Allen Lane, London.

World Bank, 2016, World Development Report (2016) Digital Dividends, Washington DC

World Bank, DOI 10.1596/978-1-4648-0671-1,

<http://documents.worldbank.org/curated/en/896971468194972881/pdf/102725-PUB-Replacement-PUBLIC.pdf>